

Atmane Farhi, créateur de l'application « Zirdra » à *l'EXPRESS* :
« Il faut croire en son projet jusqu'au bout » P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mardi 6 octobre 2026 / N° 1439 / PRIX 20 DA



Algérie-Niger ce soir à Tizi Ouzou
Hemdani veut garder le cap P12

L'Algérie défend une approche équilibrée

LE GAZ, INCONTOURNABLE DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE

À Oran, le NAPEC 2026 met en lumière les nouvelles équations du marché de l'énergie. Entre hydrocarbures, énergies renouvelables et hydrogène, les acteurs du secteur misent sur la complémentarité des sources pour répondre aux défis de demain. P3



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : LA VALEUR DE LA PRODUCTION NATIONALE A ATTEINT LES 4.9 MILLIARDS DOLLARS EN 2025

P5



Elle œuvre au renforcement des liens entre les régions

L'ALGÉRIE, MOTEUR DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

P2

Tribunal criminel près la Cour d'Alger

PREMIÈRES CONDAMNATIONS À MORT POUR TRAFIC DE DROGUES

Le tribunal criminel près la cour d'Alger a prononcé les premières condamnations à mort dans des affaires liées au trafic de stupéfiants, en application des nouvelles dispositions légales. Ces décisions s'inscrivent dans le cadre du renforcement de l'arsenal juridique et de la lutte contre le trafic de drogue. P2



Elle œuvre au renforcement des liens entre les régions

L'Algérie, moteur de l'intégration africaine

PAR BOUALEM B.

La reconnaissance exprimée par l'Afrique du Sud vient mettre en lumière le rôle central joué par l'Algérie dans la concrétisation des ambitions du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Depuis le lancement de cette initiative, l'Algérie s'est distinguée par son engagement en faveur de projets structurants destinés à rapprocher les peuples, à stimuler les échanges et à renforcer l'intégration du continent. Lors du sommet des États fondateurs du NEPAD, organisé samedi dernier à El-Alamein, en Égypte, le ministre sud-africain des Relations internationales et de la Coopération, Ronald Lamola, a salué les efforts consentis par l'Algérie en sa qualité de pays fondateur et de membre éminent de cette initiative. Son intervention a particulièrement porté sur deux projets qui illustrent la portée concrète de l'engagement de l'Algérie, la route transsaharienne et la dorsale transsaharienne à fibre optique. La route transsaharienne constitue l'un des projets les plus emblématiques portés dans le cadre du NEPAD. Reliant l'Algérie à cinq pays africains, elle doit faciliter la circulation des personnes et des marchandises entre le nord du continent, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Son importance dépasse largement le domaine des infrastructures routières. En ouvrant de nouveaux axes de circulation, cette liaison contribue au désenclavement de vastes régions, à l'intensification des échanges commerciaux et à l'émergence d'un espace économique africain davantage intégré. Elle peut aussi favoriser la mobilité des populations et rapprocher des territoires longtemps séparés par les distances et les difficultés de transport. Les progrès enregistrés dans sa réalisation ont été salués par le responsable sud-africain, qui y voit un levier essentiel pour soutenir le commerce intra-africain et renforcer les liens entre les différentes régions du continent. L'Algérie participe également au renforcement de l'intégration africaine à travers la dorsale transsaharienne à fibre optique. Ce projet relie six pays, à savoir l'Algérie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Mali et la Mauritanie. Sur le territoire national, 2 548 kilomètres de fibre optique ont été réalisés entre Alger et In Guezam, à la frontière avec le Niger, avec une liaison secondaire déployée jusqu'à Tindouf, à la frontière mauritanienne. Cette infrastructure répond à un enjeu devenu essentiel pour le développement du continent. Elle doit améliorer la qualité des services numériques, accélérer la circulation des données et réduire les inégalités d'accès aux technologies de l'information. Elle offre également aux pays concernés de meilleures conditions pour développer leurs services publics numériques, leurs entreprises et leurs échanges à distance. En mettant l'accent sur la connectivité numérique, le projet accompagne les transformations économiques de l'Afrique et donne une dimension nouvelle à l'intégration régionale. Les routes rapprochent les marchés et les populations, tandis que la fibre optique crée les conditions d'une coopération plus rapide et plus fluide. L'apport de l'Algérie au NEPAD ne se limite donc pas à une participation institutionnelle. Il se traduit par une implication dans des projets qui touchent directement à la vie des populations et à l'avenir économique du continent. La route transsaharienne, la dorsale numérique et le projet de gazoduc transsaharien s'inscrivent dans cette même logique de coopération, de désenclavement et de développement partagé. À travers ces initiatives, l'Algérie affirme une conception concrète de son appartenance africaine. Elle mise sur les infrastructures pour transformer la proximité géographique en échanges réels et faire de l'espace sahélo-saharien un trait d'union entre les régions du continent. La reconnaissance de l'Afrique du Sud confirme la place de l'Algérie parmi les pays qui ont contribué à donner au NEPAD une portée opérationnelle. En soutenant des projets capables de connecter les territoires, les économies et les populations, elle participe à la construction d'une Afrique plus accessible, plus solidaire et mieux préparée aux défis de demain.

TRIBUNAL CRIMINEL PRÈS LA COUR D'ALGER

Premières condamnations à mort pour trafic de drogues

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a prononcé, hier, les premières condamnations à la peine capitale fondées sur la loi 25-03 du 1er juillet 2025, qui durcit la lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. Neuf accusés ont été condamnés dans deux affaires portant sur 113 kilogrammes de cocaïne et 225 030 comprimés de prégabaline.

Trois d'entre eux étaient présents à l'audience, tandis que six autres ont été jugés par contumace. Les poursuites concernent l'importation, le transport, l'expédition, le stockage et la détention de drogues dures et de substances psychotropes en vue de leur vente. Les accusés étaient également poursuivis dans le cadre d'un groupe criminel organisé, avec des chefs d'accusation liés à la contrebande, à l'usurpation d'identité, à l'immigration clandestine, au séjour irrégulier et au blanchiment d'argent. Ces verdicts constituent les premières condamnations à mort prononcées en application de la loi 25-03. Adopté le 1er juillet 2025. La loi entend ainsi répondre à la progression du trafic de drogues et à la circulation de produits considérés comme particulièrement dangereux. Dans les affaires jugées hier, la quantité de cocaïne saisie et le nombre de comprimés concernés ont été retenus dans un dossier présenté comme portant atteinte à la sécurité nationale et à l'ordre public. La portée de ces condamnations s'explique aussi par l'histoire récente de la peine capitale en Algérie. La dernière exécution remonte à 1993. La suspension de l'application de la peine de mort a ensuite été décidée en 1994, dans un contexte marqué par les critiques suscitées par les exécutions intervenues après l'attentat de l'aéroport d'Alger. La situation connaît désormais une évolution sur le plan judiciaire. La réintroduction récente de la



peine de mort dans la loi algérienne, à travers l'élargissement des infractions concernées par la loi de 2025, donne aux magistrats un nouvel outil de répression dans les affaires de trafic aggravé. Les premières condamnations prononcées sous la loi 25-03 marquent une nouvelle étape dans la politique pénale du pays. Elles traduisent la volonté des autorités de frapper les réseaux de narcotrafic présentés comme une menace pour la sécurité du pays et la stabilité de la société.

Après plus de trente ans de suspension, l'Algérie se trouve ainsi face à une nouvelle réalité. La peine de mort n'a jamais disparu de ses textes, mais son champ d'application vient d'être élargi et ses premières condamnations fondées sur la loi de 2025 viennent d'être prononcées. La question de leur éventuelle exécution demeure toutefois distincte de celle du verdict, puisque le moratoire sur les mises à mort reste établi dans les faits depuis 1993.

B. B.

PROJETS DE LOI DU CODE PÉNAL ET DE JUSTICE MILITAIRE

Lotfi Boudjemaa devant le Sénat



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a présenté, hier, devant la Commission des affaires juridiques et administratives, des libertés, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial au Conseil de la nation, un exposé

sur le texte de loi portant Code pénal et le texte de loi portant Code de justice militaire. S'agissant du texte de loi portant Code pénal, le ministre de la Justice a indiqué que ce texte s'inscrivait dans le cadre des efforts du législateur visant à «suivre l'évolution de la société et son dévelop-

pement constant et à faire face aux différentes formes de criminalité qui se sont largement propagées au cours des dernières années», a-t-il expliqué. Boudjemaa poursuivra en mettant en avant que les dispositions proposées traduisaient également la ferme volonté politique des hautes autorités du pays de lutter contre les crimes graves et d'assurer la dissuasion générale en vue de protéger le pays et les citoyens, à travers l'instauration de la peine de mort. Pour ce qui est du texte de loi portant Code de justice militaire, le ministre a souligné que le secteur de la justice militaire a connu une «importante étape réformatrice» à travers la promulgation d'une nouvelle ordonnance apportant une révision globale du Code de justice militaire, visant «à renforcer les principes du procès équitable et du double degré de juridiction, et à généraliser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication». ■

L'EXPRESS 	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.rcgic@anep.com.dz Programation.rcgic@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.
----------------------	---	---	---	--

L'ALGÉRIE DÉFEND UNE APPROCHE ÉQUILIBRÉE

Le gaz, incontournable dans le mix énergétique

Face à l'évolution des besoins et aux impératifs de la transition, l'Algérie défend une approche fondée sur la complémentarité des sources. Le gaz naturel demeure ainsi un levier essentiel pour garantir l'approvisionnement, soutenir l'industrie et réduire progressivement l'empreinte carbone.

PAR MAHDI B.

«Vers une nouvelle approche du mix énergétique : de la transition énergétique à l'addition énergétique pour garantir la sécurité énergétique, l'accessibilité financière et la décarbonation » : tel est le thème de la 14e édition du NAPEC, qui se tient du 5 au 7 octobre à Oran. L'ouverture, hier lundi dans la capitale de l'Ouest algérien, du Salon et de la Conférence africains et méditerranéens de l'énergie et de l'hydrogène (NAPEC 2026) a démontré l'intérêt des investisseurs potentiels pour l'amont gazier et hydrocarbures en Algérie. Après le succès du NAPEC 2024, l'édition 2026 devrait attirer un nombre important d'entreprises et de groupes spécialisés, désireux de répondre à l'appel d'offres lancé par l'ALNAFT dans le secteur des hydrocarbures et d'investir dans les blocs proposés. À l'ouverture des travaux, le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a appelé les entreprises, les investisseurs et les opérateurs dans les domaines des services et de l'ingénierie, ainsi que les partenaires technologiques, à tirer parti des opportunités offertes par l'appel d'offres algérien 2026 et à établir des partenariats fondés sur le partage d'expertise, l'efficacité opérationnelle, l'innovation, la promotion du contenu local et la formation des compétences. La loi n° 19-13 relative aux hydrocarbures « offre un cadre plus attractif et incitatif à l'investissement » dans les domaines de la recherche, de l'exploration et de la production, ainsi qu'à l'adoption de technologies modernes, notamment les techniques de récupération assistée des hydrocarbures, a-t-il expliqué.

L'adoption de ces techniques vise, a-t-il souligné, à accroître les taux de récupération et à assurer une exploitation optimale des ressources, permettant ainsi de développer le potentiel disponible dans le secteur des hydrocarbures et d'en améliorer la rentabilité. L'appel d'offres 2026 « constitue, après le succès enregistré par l'appel d'offres algérien 2024, une étape importante pour ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et de partenariat, dans un cadre compétitif, transparent et orienté vers le long terme », a-t-il précisé. Les offres relatives à l'appel d'offres algérien 2026 devront être présentées en janvier 2027, tan-



dis que la signature des contrats est prévue en mars de la même année. Parmi les entreprises présentes à ce salon, il y a lieu de relever la forte présence américaine, avec 17 entreprises. Celle-ci reflète, selon un communiqué de l'ambassade des États-Unis à Alger, « la profondeur de l'expertise américaine et l'intérêt commercial des États-Unis pour le secteur énergétique algérien ».

Les entreprises américaines présentes couvrent différentes étapes de la chaîne de valeur du secteur énergétique en Algérie, notamment « les services et activités de forage en amont, l'achèvement des puits et la production, le contrôle des opérations, les turbines et équipements rotatifs et la production d'énergie, l'ingénierie et la gestion de projets, ainsi que les technologies numériques », a ajouté la même source. D'autres acteurs et investisseurs du secteur énergétique sont également présents en force au NAPEC 2026. Le salon réunit en effet plus de 450 exposants et 230 intervenants représentant différents acteurs nationaux et internationaux des secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, de l'hydrogène et des technologies liées à la transition énergétique. Par ailleurs, le ministre des Hydrocarbures, abordant la question stratégique de la production

de gaz, a expliqué que « le gaz naturel continuera de jouer un rôle important dans le mix énergétique, en tant que source de flexibilité des systèmes énergétiques, levier de valorisation industrielle des ressources et combustible essentiel pour accompagner la transition vers un système énergétique plus efficace et moins émetteur de carbone ». « Le gaz naturel conservera une place importante dans la couverture des besoins énergétiques, notamment en raison de sa capacité à assurer la flexibilité des systèmes et à accompagner le développement de l'activité industrielle », a-t-il ajouté, avant de relever que « les prévisions internationales font état de la poursuite de la demande de pétrole et de gaz au cours des prochaines décennies ». Il y a donc nécessité, selon lui, « de maintenir les investissements dans le secteur des hydrocarbures, tout en poursuivant le développement des énergies propres et des technologies à faibles émissions de carbone ». Il convient ainsi d'adopter « une approche équilibrée du mix énergétique, fondée sur le développement et la complémentarité des différentes sources d'énergie, afin de répondre à la croissance de la demande, tout en améliorant l'efficacité énergétique et en réduisant les émissions » de carbone, a expliqué Mohamed Arkab. ■

HYDROCARBURES ET INVESTISSEMENT

De nouvelles perspectives s'ouvrent dans l'amont

Le président de l'Agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, présent à cette rencontre, a souligné que l'Algérie « dispose de solides atouts pour attirer des investissements à long terme dans le secteur des hydrocarbures, notamment grâce à son important potentiel dans le domaine de l'amont, à la diversité de son domaine minier, à son expertise et à ses infrastructures reconnues, ainsi qu'à sa position stratégique à proximité des principaux marchés ».

Cette dynamique se décline à travers l'appel international « Algeria Bid Round 2026 », lancé par l'ALNAFT afin d'ouvrir la voie à l'investissement et à l'exploration dans le domaine des hydrocarbures, une initiative qui a suscité un intérêt marqué auprès des compagnies internationales. Près de 60 entreprises ont manifesté leur intérêt pour cette initiative, et la

moitié d'entre elles ont déjà eu accès aux données techniques et aux salles de données virtuelles mises à leur disposition depuis le 1er juin dernier. Pour lui, cet engouement constitue un indicateur concret de l'attractivité des opportunités offertes dans le secteur de l'amont en Algérie.

Selon le président de l'ALNAFT, « il ne s'agit pas seulement de promouvoir les opportunités d'investissement, mais également de s'engager en tant que partenaire institutionnel fiable de l'industrie internationale, à travers la facilitation du dialogue, le soutien à l'investissement, la promotion de l'innovation et du transfert de technologies, ainsi que l'accompagnement de la transformation du potentiel en investissements et des investissements en profits ». Cette approche algérienne repose sur quatre principes : la transparence, la compétitivité, la confiance et le partenariat. D'autre part, le mi-

nistre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a réaffirmé que l'Algérie prévoit le développement de l'hydrogène renouvelable et la mise en place d'une chaîne de valeur nationale intégrée dans ce domaine, afin de renforcer ses capacités industrielles et technologiques et d'accompagner sa transition vers un système énergétique plus durable. Il a également souligné l'importance stratégique du Corridor Sud de l'hydrogène, reliant l'Afrique du Nord à l'Europe, le qualifiant de levier d'intégration régionale et euro-méditerranéenne et de renforcement de la sécurité et de la diversification des approvisionnements énergétiques.

Il a par ailleurs rappelé que l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne ont signé, le 1er octobre dernier, la « Déclaration ministérielle d'Alger » relative à ce projet, le South2 Corridor.

M. B.

Éditorial l'EXPRESS

QUAND LES ÉNERGIES FONT BLOC

PAR NASSIM TERKI

Le débat sur l'avenir énergétique mondial ne peut plus se réduire à une opposition entre hydrocarbures et énergies renouvelables. C'est précisément le mérite du NAPEC 2026 que de poser la question autrement. À Oran, l'Algérie défend une approche fondée sur la complémentarité des ressources, la sécurité des approvisionnements et la nécessité d'une transition compatible avec les réalités économiques. À l'ouverture de la 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le bassin méditerranéen, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a rappelé une donnée essentielle : le gaz naturel conservera une place importante dans le mix énergétique. Sa capacité à assurer la flexibilité des systèmes, à soutenir l'activité industrielle et à accompagner la réduction des émissions en fait un levier majeur de l'évolution vers un système énergétique plus efficace. Cette position traduit, au contraire, une lecture pragmatique des transformations mondiales. Alors que les prévisions internationales annoncent la poursuite de la demande de pétrole et de gaz au cours des prochaines décennies, maintenir les investissements dans les hydrocarbures tout en développant les énergies propres apparaît comme une nécessité. L'Algérie fait ainsi le choix d'une addition énergétique plutôt que d'une substitution brutale. C'est toute la portée du thème de cette édition, organisée du 5 au 7 octobre : « Vers une nouvelle approche du mix énergétique : de la transition énergétique à l'addition énergétique, pour garantir la sécurité énergétique, l'accessibilité financière et la décarbonation ». Plus de 450 exposants et 230 intervenants prennent part à ce rendez-vous, qui devrait réunir plus de 25 000 participants. La présence de grands groupes nationaux et internationaux confirme la place acquise par Oran comme espace de dialogue, d'affaires et de coopération. L'enjeu est d'autant plus stratégique que l'Algérie ne se limite pas à consolider ses positions dans les hydrocarbures. L'hydrogène vert ouvre de nouvelles perspectives, notamment avec le South2 Corridor et les possibilités de coopération avec l'Europe. Parallèlement, le gazoduc transsaharien avec le Nigeria et le Niger porte une ambition d'intégration régionale et renforce la vocation de l'Algérie comme plateforme énergétique entre l'Afrique et l'Europe. Gaz naturel, hydrocarbures, énergies renouvelables et hydrogène peuvent ainsi avancer de concert. Pour l'Algérie, il s'agit de répondre aux besoins actuels tout en préparant les prochaines étapes. Le NAPEC d'Oran traduit cette démarche : consolider les acquis, développer de nouvelles filières et renforcer la place de l'Algérie dans le paysage énergétique régional et international.



ATMANE FARHI, CRÉATEUR DE L'APPLICATION « ZIRDRA » À L'EXPRESS :

« Il faut croire en son projet jusqu'au bout »

Titulaire d'un Master en informatique de l'Université Paris 7, Atmane Farhi est développeur informatique, spécialisé dans la conception et le développement d'applications distribuées, notamment dans le domaine de la cybersécurité.

Passionné depuis longtemps par la programmation, les sciences et les mathématiques, il s'intéresse également au développement de jeux vidéo, domaine dans lequel il a réalisé plusieurs projets personnels au fil des années. « Zirdra » est l'un de ces projets : un jeu de calcul mental qu'il avait imaginé et développé une première fois il y a plusieurs années, avant de le reprendre récemment pour le moderniser, l'améliorer et le publier dans une nouvelle version sur Google Play.

PROPOS RECUEILLIS PAR BOUALEM B.

L'Express : Comment vous est venu l'idée de créer « Zirdra » ?

Atmane Farhi : Le développement d'applications mobiles et de jeux vidéo n'est pas ma spécialité professionnelle. Je suis plutôt spécialisé dans la conception et le développement d'applications distribuées. J'ai cependant toujours été passionné par la création de jeux, et « Zirdra » n'est d'ailleurs pas le premier jeu que j'ai développé.

L'idée de « Zirdra » remonte à environ huit ou neuf ans. Passionné également par les mathématiques, j'avais imaginé à l'époque cette mécanique de jeu basée sur le calcul mental. J'en avais développé et publié une première version sous un autre nom, mais le résultat restait assez minimaliste et, faute de temps, je n'avais pas pu pousser le projet aussi loin que je le souhaitais. J'ai donc laissé le jeu de côté pendant plusieurs années, avant de reprendre cette petite aventure il y a environ trois mois. J'ai retravaillé le concept, amélioré le jeu sur de nombreux aspects et décidé de lui donner une nouvelle identité. C'est ainsi qu'est né « Zirdra », dans sa version actuelle.

Pourquoi les mathématiques mentales, comme cœur du jeu ?

Tout simplement parce que j'aime les mathématiques ! Pour moi, résoudre un problème mathématique a toujours eu quelque chose de ludique, presque comme un jeu : chercher, réfléchir et trouver la bonne solution procure une vraie satisfaction. L'idée de créer un jeu basé sur le calcul mental m'est donc venue assez naturellement. Je trouvais intéressant de réunir dans un même jeu deux choses que j'apprécie : le plaisir

de jouer et celui de faire travailler son esprit avec les nombres et les calculs. Les mathématiques et les sciences occupent d'ailleurs une place importante dans ma famille : deux d'entre nous travaillent dans la recherche en mathématiques et deux dans l'informatique, dont je fais partie. Nous partageons tous le même goût pour les sciences et les mathématiques.

Pouvez-vous nous donner la signification du nom « Zirdra » ?

À vrai dire, « Zirdra » ne signifie rien de particulier. Ce n'était d'ailleurs pas mon premier choix au départ. Je cherchais surtout un nom original, court, facile à retenir et qui ne soit déjà utilisé ni par un autre jeu ni par une autre application. Après plusieurs recherches, « Zirdra » s'est imposé parce qu'il répondait bien à ces critères. Et avec le temps, je me suis attaché à ce nom : je le trouve à la fois original, sympathique et assez bien adapté à l'univers du jeu.

Votre jeu s'adresse essentiellement à qui ? Est-ce aux enfants, aux adolescents, aux adultes ou à tous les amateurs de défis ?

« Zirdra » s'adresse à un public assez large, des enfants aux adultes, dès lors que l'on connaît les opérations de base. Les plus jeunes peuvent l'utiliser comme une manière ludique de s'entraîner au calcul mental, tandis que les adolescents et les adultes peuvent davantage le voir comme un jeu de rapidité et de réflexion, avec le défi d'effectuer les bons calculs le plus efficacement possible. La difficulté évolue progressivement au fil des niveaux : le jeu reste accessible au départ, puis demande de plus en plus de rapidité et d'aisance avec les nombres. Je dirais donc que

« Zirdra » s'adresse avant tout à tous ceux qui aiment les petits défis de logique et de calcul, quel que soit leur âge. L'idée est que chacun puisse y trouver soit un moyen de s'entraîner, soit simplement le plaisir de mettre son calcul mental à l'épreuve.

Après quelques semaines de pratique sur « Zirdra » que retiendront les utilisateurs ? En d'autres termes, quel est l'objectif attendu de la pratique de « Zirdra » ?

L'objectif principal est qu'avec une pratique régulière, les joueurs gagnent progressivement en rapidité et en aisance dans le calcul mental. À force de manipuler les nombres et d'effectuer des opérations pour réussir les différents niveaux, certains calculs peuvent devenir plus naturels et plus rapides. J'aimerais aussi que « Zirdra » donne envie de pratiquer le calcul mental sans forcément avoir l'impression de faire un exercice scolaire. Le jeu apporte un objectif, un défi et une dimension ludique qui peuvent rendre cette pratique plus agréable. Cela dit, « Zirdra » n'est disponible que depuis peu de temps. J'ai reçu jusqu'à présent des retours très positifs et encourageants, mais principalement de la part d'amis ou de personnes que je connais. Il est donc encore trop tôt pour tirer des conclusions objectives sur les effets du jeu après quelques semaines de pratique.

Pour créer cette application, avez-vous travaillé seul ou avec une équipe ?

J'ai développé « Zirdra » seul. La première version du jeu avait déjà été entièrement conçue et développée par mes soins il y a environ huit ou neuf ans. Lorsque j'ai repris le projet il y a trois mois, j'ai également réalisé

seul toute la refonte, les améliorations du jeu et son adaptation pour aboutir à la version actuelle.

Je tiens toutefois à préciser que j'ai utilisé des outils d'intelligence artificielle comme aide pour améliorer certains éléments visuels et graphiques du jeu. L'IA m'a donc accompagné sur cet aspect, mais la conception, le développement et l'évolution de « Zirdra » restent un travail personnel.

Pour ceux qui souhaitent transformer une idée en application, quels conseils donner ?

À ceux qui souhaitent transformer une idée en application, ou plus généralement concrétiser un projet qui leur tient à cœur, je conseillerais avant tout de tenir bon. Le chemin peut être long, parfois compliqué et assez sinueux. Il faut aussi garder confiance en son idée et en soi. Les personnes qui nous entourent, même lorsqu'elles nous veulent du bien, peuvent parfois nous décourager involontairement en insistant sur les difficultés ou en nous disant que notre idée risque de ne pas fonctionner. Il faut bien sûr savoir écouter les critiques et les conseils, mais aussi être capable de continuer à croire en son projet lorsqu'on estime qu'il mérite d'être mené jusqu'au bout. Il y a également quelque chose que j'ai constaté et que j'aimerais transmettre à vos lecteurs : le niveau de motivation évolue beaucoup au cours d'un projet. Au début, on est généralement très enthousiaste. On imagine le résultat final et on prend beaucoup de plaisir à construire les premières choses. Puis, avec le temps, apparaissent tous les détails auxquels on n'avait pas pensé : des problèmes techniques, des tâches répétitives ou simplement des étapes que l'on trou-

ve beaucoup moins intéressantes. C'est souvent à ce moment-là que l'on peut être tenté d'abandonner. Dans le cas d'une application, la phase de finalisation et de publication en est un très bon exemple. Ce n'est pas forcément la partie la plus amusante : il faut tester, corriger les derniers problèmes, préparer les visuels, les descriptions, respecter les différentes exigences des plateformes et effectuer de nombreuses démarches avant de pouvoir enfin publier. Je dirais donc que l'idée et la motivation permettent de commencer, mais que la persévérance est ce qui permet réellement d'aller jusqu'au bout.

Est-ce vous envisagez-vous des versions en arabe, en tamazight ou dans d'autres langues pour votre application ?

La version que je viens de publier n'est qu'une première étape. « Zirdra » est aujourd'hui disponible en français et en anglais, mais si je constate que le jeu rencontre un réel intérêt auprès des joueurs, j'envisage bien sûr de continuer à le faire évoluer. Parmi les améliorations importantes auxquelles je pense figure justement l'internationalisation du jeu, avec l'ajout de nouvelles langues. L'arabe et le tamazight pourraient tout à fait en faire partie, ainsi que d'autres langues par la suite. Cette évolution dépendra toutefois à la fois de l'intérêt que suscitera le jeu et du temps que je pourrai lui consacrer. « Zirdra » est actuellement un projet personnel, entièrement gratuit, et non une activité professionnelle qui me permet d'en vivre. Je dois donc faire évoluer le jeu en fonction de mes disponibilités. Mais si le public répond présent, l'ajout de nouvelles langues fait clairement partie des évolutions que j'aimerais mettre en place. ■

Modernisation du système éducatif
L'Algérie engagée pour une école adaptée aux aspirations des nouvelles générations

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a souligné l'ambition de l'Algérie de mettre en place une école moderne dans ses programmes, ses méthodes pédagogiques, ses structures et son environnement, à même de répondre aux aspirations des nouvelles générations. Dans un message adressé dimanche aux enseignants à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants, célébrée chaque année le 5 octobre, M. Saadaoui a indiqué que cette journée constitue « une célébration de l'éducateur qui porte une grande mission humaine et pédagogique, ainsi que du rôle central joué par l'enseignant dans la construction de l'individu, de la société et de la nation ». Il a également souligné que « l'école algérienne a été et restera la principale institution de construction de l'être humain, de formation de sa personnalité, de préservation des fondements de la société et d'ancrage de ses valeurs ». Dans ce contexte, le ministre a évoqué l'histoire de l'Algérie, au cours de laquelle « l'éducation a été liée à la volonté de préserver l'identité, de préparer l'avenir et de former une génération porteuse de savoir, de conscience et de responsabilité, fière de son appartenance à sa patrie ». Il a ajouté que « l'Algérie, tournée vers l'avenir, œuvre à mettre en place une école moderne dans ses programmes, ses méthodes pédagogiques, ses structures et son environnement ». Le ministre s'est également arrêté sur la transformation numérique et les usages de l'intelligence artificielle, mettant en avant « l'importance du rôle de l'éducateur dans l'orientation et l'apprentissage des élèves afin qu'ils tirent un bénéfice positif de ces opportunités numériques ». Il a réaffirmé la détermination du secteur à « poursuivre ses efforts afin que l'école dispense un enseignement de qualité, valorise les talents et les capacités, et ouvre également les portes à l'innovation et à la compétition scientifique ». Dans le même contexte, il a affirmé que l'école algérienne œuvre à « offrir des espaces de pratique culturelle, sportive, sanitaire et environnementale, répondant au besoin des élèves de demain de s'intégrer aux cultures et aux langues du monde, sans que l'école perde pour autant sa boussole nationale et axiologique ».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La valeur de la production nationale a atteint les 4.9 milliards dollars en 2025

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a coprésidé, hier à Alger, avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, l'ouverture des travaux de la 2e Conférence internationale du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens d'Algérie (CNOP Algérie), avec la participation de représentants des instances professionnelles et d'opérateurs du secteur pharmaceutique de plusieurs pays.

Placée sous le slogan « Souveraineté nationale, ouverture africaine pour une santé durable », cette manifestation se penche sur les enjeux actuels et futurs dans le secteur pharmaceutique, notamment la souveraineté sanitaire, le renforcement de la production nationale, l'innovation, la coopération africaine et la sécurité d'approvisionnement du marché en médicaments. Lors de son allocution, M. Kouidri a estimé que « la souveraineté sanitaire est devenue aujourd'hui indissociable de la capacité des États à développer leurs systèmes de santé et pharmaceutiques, à garantir la continuité de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, et à renforcer leurs capacités nationales en matière de production, de recherche, de développement et d'innovation ». Ce qui leur permet de répondre efficacement aux besoins croissants de la santé publique, ajoute le ministre. Il a souligné dans ce contexte que l'industrie pharmaceutique en Algérie a connu ces dernières années un développement important. Le secteur s'appuie en effet, sur un maillage de près de 230 unités de production, illustrant le dynamisme des investissements et le renforcement des capacités locales. En 2025, la valeur de la production s'est élevée à 4,9 milliards de dollars, permettant de satisfaire 82 % des besoins du marché national en valeur, a ajouté M. Kouidri. Afin de poursuivre sur cette lancée, son département de Kouidri s'attelle à renforcer les capacités de production et de compétitivité, à élever la valeur ajoutée, à élargir les perspectives d'exportation tout en soutenant l'investissement dans les biotechnologies, les vaccins et les traitements innovants, ainsi qu'en encourageant la recherche et la production de matières premières et d'intrants pharmaceutiques. Le ministère fait savoir, M. Kouidri s'attelle à renforcer sa collaboration avec les instances internationales afin d'implanter en Algérie une Plateforme pharmaceutique stratégique africaine afin de sécuriser l'approvisionnement du continent en médicaments, vaccins et produits de santé prioritaires. « En mutualisant nos compétences dans la production, la régulation, la logistique et le transfert de technologie, cette plateforme renforcera la coopération



Sud-Sud, garantira la sécurité sanitaire africaine et répondra de manière durable aux enjeux de santé du continent », indique le ministre. Toutefois, l'édification d'une industrie pharmaceutique solide et durable dépasse le simple accroissement des capacités de production. Elle exige un cadre réglementaire et de contrôle rigoureux, garant de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des soins. L'ambition pour le ministre est que les capacités développées en Algérie en matière de production de soins, de matières premières, de vaccins, mais aussi de régulation et de formation soutiennent une dynamique continentale capable de répondre aux besoins de l'Afrique par ses propres moyens. Cette souveraineté sanitaire africaine ne deviendra réalité que par la complémentarité des efforts et la confiance mutuelle entre États, institutions et professionnels, faisant de la coopération régionale le moteur d'une santé durable au service des populations, conclut M. Kouidri.

La sécurité pharmaceutique socle de la souveraineté sanitaire

Pour sa part, le ministre de la santé a indiqué que « la souveraineté sanitaire se mesure à notre capacité à identifier

nos besoins, à les planifier, à les sécuriser, à diversifier nos sources, à développer nos capacités sanitaires nationales, à garantir la qualité des produits de santé, ainsi qu'à prendre des décisions sanitaires sur la base de données précises et fiables ». Pour autant, bâtir cette souveraineté ne signifie nullement le repli sur soi. Elle exige au contraire une ouverture affirmée sur notre environnement, à commencer par notre espace africain. Nous voulons que cette ouverture soit fondée sur le partage d'expertises, la montée en compétences, la recherche scientifique et le renforcement de la coopération en matière de régulation, de contrôle et de production, afin de consolider nos capacités sanitaires communes. Le ministre a par ailleurs réaffirmé le rôle central du pharmacien considéré comme « un garant de la sécurité des patients, du bon usage des traitements, de l'exigence de qualité, ainsi qu'un acteur clé de la prévention et de la sensibilisation ». Dans cette optique, l'avenir de la profession repose sur la valorisation de ses différents métiers, citant le pharmacien d'officine, hospitalier, le pharmacien biologiste ainsi que le pharmacien dans l'industrie pharmaceutique. « La complémentarité de ces expertises concourt à un objectif unique qui est d'offrir au pa-

tient une prise en charge optimale en lui garantissant des produits de santé sûrs, efficaces et disponibles au moment opportun ». Pour un système de santé performant et pérenne, le ministère de la Santé développe et actualise en continu la « Carte sanitaire nationale » afin d'aligner l'offre de soins sur les besoins réels des citoyens, garantir la proximité des services et instaurer une véritable équité territoriale, précise M. Ait Messaoudène. Cette carte intègre l'ensemble de l'écosystème de santé y compris le réseau des officines et des laboratoires d'analyses. Mettant en avant l'importance de la sécurité pharmaceutique qui demeure à ses yeux, le socle de notre souveraineté sanitaire. Raison pour laquelle, l'État poursuit son soutien à l'industrie nationale par l'élargissement du tissu productif, la promotion de l'investissement, le transfert de technologie et le renforcement des compétences, dans le but de sécuriser les approvisionnements et de répondre durablement aux besoins du pays, renchérit le ministre pour qui, « l'avenir de la pharmacie est lié à notre capacité à associer la science et la responsabilité professionnelle, l'innovation et la gouvernance, ainsi que les capacités nationales et l'ouverture sur notre environnement ». ■

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

Vente exclusive aux pharmacies d'officines

Les compléments alimentaires ne seront plus délivrés en dehors des pharmacies d'officines. En effet, un nouveau décret exécutif réserve l'exclusivité de la vente des compléments alimentaires aux pharmacies. C'est ce qu'a fait savoir hier le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène lors d'une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la 2ème Conférence pharmaceutique internationale tenue à Alger. Le ministère poursuit la modernisation du ca-

dre réglementaire de la profession afin de l'adapter aux évolutions des pratiques de santé et de renforcer la responsabilité du pharmacien, a expliqué M. Ait Messaoudène. À cet égard, le ministre a indiqué que son département a élaboré, en coordination avec les secteurs et instances concernés, un projet de décret exécutif fixant les caractéristiques techniques des compléments alimentaires destinés à la médecine humaine. Approuvé en Conseil des ministres, ce texte est en phase finale de

publication au Journal officiel. Il consacre la délivrance exclusive de ces produits par le pharmacien, garantissant ainsi un conseil adéquat au consommateur pour un usage raisonné, tout en renforçant leur sécurité et leur qualité, et en limitant les risques liés à une consommation anarchique ou excessive. Il constitue en outre une étape majeure vers l'établissement d'un cadre national moderne de régulation des compléments alimentaires, aligné sur les normes internationales et renfor-

çant la protection du consommateur. Par ailleurs, le ministre a précisé que son département a élaboré un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités de prescription des produits pharmaceutiques. Approuvé également en Conseil des ministres, ce texte est actuellement en cours de finalisation en vue de sa publication au Journal officiel, instaurant ainsi un cadre plus clair pour l'encadrement de la prescription, de la délivrance et du bon usage du médicament. ■

DE LA FORMATION AU PROJET

La NESDA ouvre de nouvelles perspectives aux jeunes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) tient à renforcer sa présence auprès des jeunes stagiaires afin de les informer sur les dispositifs de financement, de formation et d'accompagnement disponibles pour transformer leurs compétences en projets entrepreneuriaux et contribuer à la création d'emplois.



FATIHA A.

«L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a pris part à la cérémonie officielle d'ouverture de la rentrée de la formation professionnelle pour la session d'octobre 2026, organisée au niveau des centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels à travers plusieurs wilayas du pays», a indiqué l'Agence dans un communiqué. À travers la participation de ses différentes agences de wilaya, la NESDA entend ainsi renforcer sa présence au sein de l'environnement de formation et rapprocher davantage ses dispositifs d'accompagnement des jeunes en cours de formation. Cette présence s'inscrit dans une démarche visant à promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des stagiaires et à les sensibiliser aux opportunités offertes en matière de création et de développement de micro-entreprises. À cette occasion, l'Agence a aménagé des espaces d'information et d'orientation au niveau des établissements concernés, permettant aux stagiaires de prendre connaissance des différents mécanismes de soutien, de financement, de formation et d'accompagnement mis à leur disposition. Les équipes de la NESDA ont également assuré des séances d'information et fourni des explications sur les conditions et les différentes étapes liées à la création d'une micro-entreprise. L'objectif de cette démarche est notamment de permettre aux jeunes de mieux appréhender le parcours entrepreneurial, depuis l'identification d'une idée de projet jusqu'à sa concrétisation et son développement. Les échanges ont également porté sur les possibilités d'accompagnement of-

fertes aux porteurs de projets souhaitant consolider leur activité, diversifier leurs prestations ou élargir leur champ d'intervention. Cette opération revêt une importance particulière pour les jeunes issus de la formation professionnelle, dont les compétences techniques peuvent constituer une base pour le lancement de projets économiques dans différents secteurs d'activité. L'enjeu consiste ainsi à favoriser une meilleure articulation entre les qualifications acquises au cours de la formation et les opportunités offertes par le marché, en encourageant les jeunes à envisager l'entrepreneuriat comme l'une des voies possibles d'insertion et de développement professionnel. Dans le même cadre, plusieurs sessions de formation ont été lancées au niveau des Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE). Ces formations visent à renforcer les capacités entrepreneuriales des jeunes et à les préparer aux différentes étapes de maturation et de concrétisation de leurs projets. Elles constituent également un espace d'apprentissage permettant aux futurs entrepreneurs de mieux comprendre les aspects liés à la gestion, au développement et à la pérennisation d'une activité économique. La NESDA mise ainsi sur la formation et l'accompagnement comme deux composantes complémentaires du parcours entrepreneurial. Au-delà du financement, la préparation des porteurs de projets et le renforcement de leurs compétences constituent des facteurs importants pour favoriser la création d'activités viables et leur permettre de s'adapter aux évolutions de leur environnement économique. La rentrée professionnelle d'octobre 2026 a également été l'occasion de mettre en avant des expériences entrepreneuriales concrètes. Plusieurs promoteurs de micro-entreprises créées dans le

cadre de l'accompagnement de la NESDA, notamment des anciens diplômés des établissements de la formation professionnelle, ont participé aux expositions organisées à cette occasion. À travers la présentation de leurs produits et services, ces entrepreneurs ont pu partager leurs expériences et illustrer les possibilités de transformation d'une qualification professionnelle en activité économique. Leur participation a également permis de rapprocher les stagiaires de parcours entrepreneuriaux concrets et de leur donner une meilleure visibilité sur les étapes et les perspectives liées à la création d'une entreprise. Cette dynamique s'inscrit plus largement dans le renforcement de la coordination entre le secteur de la formation professionnelle et celui de l'entrepreneuriat. Elle vise à favoriser une meilleure adéquation entre les compétences développées dans les établissements de formation et les besoins du tissu économique, tout en encourageant l'émergence de nouvelles initiatives locales. Pour la NESDA, le rapprochement entre formation et entrepreneuriat permet ainsi de mieux valoriser les savoir-faire et les qualifications des jeunes en les orientant vers des activités susceptibles de répondre aux besoins du marché. Cette approche contribue également à renforcer le rôle de la micro-entreprise dans la création de valeur et d'emplois, notamment au niveau local. À travers ses actions d'information, de formation, de financement et d'accompagnement, l'Agence entend donc accompagner davantage de jeunes dans leur transition de la formation vers la vie professionnelle et, pour ceux qui le souhaitent, vers la création de leur propre activité. L'objectif est de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de porteurs de projets capables de transformer leurs compétences en initiatives économiques durables.

FSPE

Les opérateurs exportateurs appelés à régulariser leurs dossiers avant le 31 octobre

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a appelé, dimanche dans un communiqué, les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'exportation et concernés par les remboursements du Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE), à compléter leurs dossiers via la plateforme numérique dédiée à cet effet, fixant au 31 octobre en cours le dernier délai pour cette opération selon l'APS. Les parties concernées sont invitées à opérer les corrections nécessaires et à lever les réserves formulées concernant les dossiers classés dans la catégorie «en attente de correction», ainsi qu'à déposer les dossiers originaux relatifs aux demandes acceptées et classées dans la catégorie «en attente du dépôt des dossiers originaux», précise la même source. Cette mesure concerne les dossiers relatifs à la gestion du compte du FSPE au titre de l'année 2026 via la plateforme numérique, lesquels doivent être complétés à travers l'espace numérique réservé à cet effet. Le ministère a également exhorté l'ensemble des opérateurs économiques concernés à veiller à compléter leurs dossiers dans les délais impartis, affirmant que ses services demeurent à leur entière disposition pour fournir les informations et les éclaircissements nécessaires relatifs aux procédures ayant trait à cette question.

R.E.

IANOR

Une nouvelle norme internationale dédiée à la réduction du gaspillage alimentaire

L'Institut algérien de normalisation (IANOR) a annoncé la publication, le 29 septembre 2026, de la nouvelle norme ISO 20001:2026, consacrée aux systèmes de management des pertes et du gaspillage alimentaires. Une norme qui propose une approche structurée pour prévenir, mesurer et réduire le gaspillage tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. La norme ISO 20001:2026 établit un ensemble d'exigences destinées à accompagner les acteurs de la chaîne alimentaire dans la mise en place d'un système de management dédié à la prévention et à la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA). Cette nouvelle norme repose notamment sur plusieurs axes, dont la prévention et la réduction des pertes, la mesure et le suivi des performances, ainsi que le reporting. Elle accorde également une importance particulière à l'implication des différentes parties prenantes, à la communication, au respect des exigences applicables et à l'amélioration continue des pratiques. La norme s'adresse à l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire, depuis la production et la transformation jusqu'au transport, au stockage, à la distribution et au commerce, en passant par le secteur de la restauration et la gestion des déchets alimentaires. Avec l'ISO 20001:2026, la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires s'inscrit ainsi dans une démarche de management structurée, fondée sur la mesure de la performance, le suivi des résultats et l'amélioration continue. Cette approche vise à favoriser une utilisation plus efficiente des ressources alimentaires et à renforcer les pratiques responsables au sein de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

F.A.

Semaine mondiale de l'investisseur

La COSOB s'engage pour une meilleure culture financière

À l'occasion de la Semaine mondiale de l'investisseur, organisée du 5 au 11 octobre à l'initiative de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV/IOSCO), la COSOB participe à cette campagne internationale dédiée à la sensibilisation du public aux enjeux de l'investissement et à la promotion d'une culture financière responsable. La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) prend part à la Semaine mondiale de l'investisseur, une initiative

internationale organisée chaque année par l'OICV/IOSCO du 5 au 11 octobre. Cette campagne vise notamment à renforcer les connaissances financières du public et à encourager l'adoption de comportements éclairés en matière d'investissement. À travers sa participation, la COSOB contribue aux efforts visant à mieux informer les investisseurs sur le fonctionnement des marchés financiers, les opportunités d'investissement ainsi que les risques qui y sont associés. L'initiative met également l'accent sur l'importance de dispo-

ser d'informations fiables et de développer les connaissances nécessaires pour prendre des décisions financières responsables. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des actions menées pour renforcer la protection des investisseurs et favoriser le développement d'un marché financier plus transparent, accessible et résilient. Elle constitue également une occasion de promouvoir davantage la culture boursière et l'éducation financière auprès du grand public.

F.A.

HAMZA BOUGHADI

« Le PLF 2027 confirme la priorité accordée à la protection du pouvoir d'achat »

FATIHA A.

Ce modèle repose notamment sur la préservation du pouvoir d'achat, le soutien à l'investissement productif, l'accélération de la diversification de l'économie nationale et la réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures, tout en maintenant les acquis de l'Etat social. Intervenant hier à la Radio nationale chaîne 1, Hamza Boughadi a estimé que le projet de loi de finances pour 2027 intervient dans un contexte économique international particulièrement complexe, marqué par la persistance de plusieurs crises géopolitiques, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine, ainsi que par les perturbations affectant certaines voies maritimes stratégiques. Cette situation continue d'avoir des répercussions sur les cours du pétrole, mais également sur les coûts du transport maritime, de l'assurance des navires commerciaux et pétroliers, ainsi que sur les prix de nombreux produits et marchandises, notamment les denrées alimentaires. Selon lui, les orientations contenues dans le projet montrent que les pouvoirs publics cherchent à favoriser une croissance économique davantage fondée sur la production et l'investissement, et moins dépendante des hydrocarbures. Cette orientation revêt une importance particulière dans un environnement régional et international marqué par une forte volatilité des prix de l'énergie et des chaînes d'approvisionnement.

La question du pouvoir d'achat et des revenus figure, selon l'intervenant, parmi les principales orientations du PLF 2027. Il a relevé que les augmentations des salaires et des rémunérations ont été intégrées dans les prévisions budgétaires pour 2027, ce qui traduit, selon lui, la poursuite de l'objectif d'amélioration des revenus des fonctionnaires, des retraités et des catégories à faibles revenus. Hamza Boughadi a également souligné l'absence, dans les orientations annoncées, de nouvelles mesures fiscales destinées à alourdir la charge pesant sur les citoyens. Il a rappelé, à ce propos, l'engagement du président de la République à ne pas imposer de nouvelles charges fiscales à la classe moyenne et aux ménages à revenus modestes susceptibles d'affecter leur pouvoir d'achat.

L'économiste a notamment mis en garde contre les effets directs et indirects que pourraient avoir certaines taxes, notamment celles liées au transport, sur les



Le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 traduit, selon le directeur de l'Institut des études économiques et du développement des entreprises, Hamza Boughadi, la volonté des pouvoirs publics de poursuivre une politique économique et sociale axée sur la consolidation d'un modèle de croissance plus durable.

coûts de production et, par conséquent, sur les prix des produits destinés aux consommateurs. Ces effets pourraient être particulièrement sensibles pour les produits stratégiques et à forte valeur ajoutée.

Dans ce contexte, il a insisté sur le rôle joué par les mécanismes de soutien indirect de l'Etat pour absorber les différents chocs provoqués par la hausse des prix alimentaires observée depuis 2020. Cette période a été marquée successivement par la crise sanitaire liée à la Covid-19, les conséquences économiques de la guerre en Ukraine et, plus récemment, les tensions et conflits affectant le Moyen-Orient et le Golfe.

Ces mécanismes ont notamment concerné le soutien aux produits alimentaires, aux carburants et aux médicaments, auxquels se sont ajoutées plusieurs mesures destinées à contenir la hausse des prix et

à préserver le pouvoir d'achat. L'augmentation des salaires ainsi que la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les personnes dont le salaire mensuel ne dépasse pas trois millions de centimes figurent, selon lui, parmi les mesures contribuant à cet objectif.

Pour l'économiste, l'enjeu consiste désormais à assurer une meilleure efficacité de ces dépenses, tout en maintenant les mécanismes de protection sociale destinés aux catégories qui en ont réellement besoin.

Par ailleurs, l'invité de la Radio nationale a mis en avant l'accélération de la numérisation des administrations et des services publics. Il a relevé une amélioration du partage et du croisement des données entre les différentes institutions et administrations, une évolution qui devrait, selon lui, contribuer à davantage de transparence dans plusieurs domaines.

Cette interconnexion doit notamment permettre d'améliorer le recensement du foncier, d'identifier avec davantage de précision les catégories sociales ayant besoin de bénéficier des mécanismes de soutien et de mieux maîtriser les données relatives aux citoyens et à l'économie nationale.

Boughadi considère ainsi que la poursuite de la transformation numérique constitue une étape essentielle pour améliorer la transparence des transactions commerciales, économiques et foncières. Elle doit également permettre de renforcer le recensement des personnes, des biens et des différentes ressources nationales, dans l'objectif d'élargir l'assiette fiscale, de lutter contre l'évasion fiscale et, à terme, de permettre une révision plus ciblée de la stratégie nationale de soutien social.

Selon lui, la maîtrise de ces données permettra de déterminer plus précisément les priorités, les taux de soutien et les secteurs concernés. Il estime que les aides publiques devraient pouvoir être davantage ciblées et, lorsque cela est nécessaire, limitées dans le temps, jusqu'à la disparition des causes qui les justifient. Une telle démarche contribuerait, selon son analyse, à réduire progressivement la pression exercée par les dépenses de soutien sur les finances publiques.

Le projet de loi de finances pour 2027 accorde également, selon Hamza Boughadi, une place importante aux projets présentant un impact économique et social significatif. Il cite notamment les investissements liés aux infrastructures, au transport, à la logistique et aux grands projets structurants.

Les projets ferroviaires occupent, dans cette perspective, une place particulière, notamment ceux destinés à renforcer la connexion des régions du Grand Sud au réseau national. Ces infrastructures sont considérées comme un instrument permettant de réduire les coûts de transport, de rapprocher les zones de production des marchés et de faciliter le développement des activités minières, agricoles et industrielles.

Enfin, Hamza Boughadi a souligné que la diversification de l'économie nationale en dehors des hydrocarbures demeure l'un des principaux enjeux du modèle économique à venir. Le PLF 2027 devrait ainsi, selon son analyse, privilégier les secteurs productifs, encourager l'investissement et favoriser le développement des activités capables de créer davantage de valeur ajoutée et d'emplois.

Le Brent repart à la hausse, porté par les tensions géopolitiques

Les prix du pétrole ont repris leur mouvement haussier hier, le Brent poursuivant les gains enregistrés la semaine dernière, sur fond de préoccupations concernant les perturbations de l'approvisionnement et les risques de baisse des stocks mondiaux.

Les cours du brut avaient pourtant entamé les échanges matinaux en repli, dans le sillage de la hausse des exportations de pétrole brut en provenance du Moyen-Orient et de l'engagement des pays du G7 à mettre sur le marché plusieurs millions de barils supplémentaires issus de leurs réserves d'urgence.

Les inquiétudes liées à la persistance des perturbations provoquées par le conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran ont toutefois contribué à soutenir les cours et à limiter les prises de bénéfices sur le marché pétrolier.

Vendredi 2 octobre, le Brent avait clôturé en légère baisse de 0,06 %, à 102,25 dollars le baril. Sur l'ensemble de la semaine, le brut de référence avait néanmoins enregistré une progression de 4,9 %.

Hier, vers 11h10 GMT, les contrats à terme sur le Brent pour livraison en décembre 2026 progressaient de 0,52 %, à 102,78 dollars le baril. De son côté, le West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en novembre 2026, reculait de 0,55 %, à 90,61 dollars le baril, selon les données suivies en temps réel par la plateforme spécialisée Attaqa.

L'évolution des cours reste ainsi étroitement liée aux développements géopolitiques au Moyen-Orient, mais également aux perspectives concernant l'offre mondiale de pétrole et le niveau des stocks.

R.E.

Financement des startups

La COSOB a agréé un nouveau fonds universitaire de capital-risque de plus de 280 millions DA

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a accordé un agrément pour la création d'un fonds d'investissement collectif en capital-risque, dénommé « Fonds universitaire pour l'innovation et les startups », destiné à investir dans des entreprises et projets innovants et startups relevant de l'écosystème universitaire ou qui lui sont liés, a indiqué hier un communiqué de la Commission, selon l'APS. La COSOB a précisé que cet agrément a été accordé lors de sa réunion tenue le 29 sep-

tembre dernier, conformément aux dispositions du règlement n° 24-02 du 23 octobre 2024 relatif aux organismes de placement collectif en capital-risque, qui encadre ce type de structures d'investissement. Le Fonds universitaire pour l'innovation et les startups sera doté d'un actif initial proposé de plus de 280 millions de dinars, soit exactement 280 354 200 DA. Il aura pour objectif d'investir dans des entreprises et projets innovants et startups non cotés, relevant de l'écosystème universitaire, scientifique, technologique et entrepreneurial national ou qui lui

sont liés. Les investissements seront principalement orientés vers les domaines de la numérisation et de l'intelligence artificielle, de la santé et des biotechnologies, de l'agriculture et des industries agroalimentaires, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que de l'industrie, de la logistique et des services technologiques.

Cette orientation vise à soutenir la croissance des projets prometteurs et à favoriser leur passage de l'innovation et de la recherche vers l'investissement et l'expansion, précise la même source. Le fonds sera géré par la Société d'invest-

tissement financier de l'Université d'Alger 3, relevant du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. La COSOB a également indiqué que le Fonds universitaire pour l'innovation et les startups constitue le deuxième fonds à obtenir un agrément dans le cadre de ce nouveau dispositif. Cette évolution traduit l'intérêt croissant pour les organismes de placement collectif en capital-risque comme mécanisme de financement des entreprises et projets à fort potentiel.

R.E.

TIARET

Un potentiel touristique forestier à développer

La direction du Tourisme, de l'Artisanat et des Métiers de la wilaya de Tiaret a conclu, récemment, une convention de partenariat avec la Conservation des forêts, afin d'exploiter les sites forestiers de détente, de valoriser leurs atouts touristiques et de développer l'écotourisme, a-t-on appris, samedi, auprès du directeur du secteur, Zouaoui Touab.

M. Touab a indiqué à l'APS que cette convention permettra aux opérateurs touristiques, notamment aux agences de tourisme et de voyages activant aux niveaux local et national, d'organiser des excursions au profit des visiteurs vers plusieurs sites forestiers.

Parmi les principaux sites figure la forêt récréative « Es-Sanaouber » (Les Pins), située dans la zone dite « Le Radar », sur les hauteurs du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé de même source, ajoutant que d'autres sites devraient être identifiés, prochainement, dans plusieurs communes par la Conservation des forêts. Les visiteurs pourront profiter des paysages naturels remarquables de cette vaste forêt, qui abrite différentes espèces d'arbres forestiers, ainsi que plusieurs espèces d'animaux sauvages. Le site constitue également un itinéraire connu pour la pratique du VTT, ce qui permettra d'y organiser des sorties de camping et de randonnées destinées aux amateurs d'écotourisme. La convention permettra également aux artisans d'exploiter, sous la supervision des services forestiers, certains produits naturels, notamment l'alfa, l'argile et certaines essences d'arbres, afin de fabriquer des objets artisanaux et des souvenirs respectueux de l'environnement, qui pourront être commercialisés auprès des visiteurs comme souvenirs de la wilaya de Tiaret. Selon les clauses de la convention, les opérateurs touristiques devront contribuer à la protection de ces sites forestiers récréatifs, notamment en intensifiant les campagnes d'information et de sensibilisation, en participant aux opérations de nettoyage et en contribuant à la prévention des différents risques, particulièrement les incendies, a-t-on fait savoir de même source.

De son côté, la chargée de l'information au niveau de la Conservation des forêts, Nassima Semmar, a indiqué que l'ouverture prochaine à l'investissement privé de trois espaces forestiers sera annoncée. L'objectif est de les aménager et de les transformer en forêts récréa-

Parmi les principaux sites figure la forêt récréative « Es-Sanaouber » (Les Pins), située dans la zone dite « Le Radar », sur les hauteurs du chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé de même source, ajoutant que d'autres sites devraient être identifiés, prochainement, dans plusieurs communes par la Conservation des forêts.



tives dotées de différentes commodités destinées au confort et aux loisirs des populations locales et des touristes. Les sites ciblés sont la forêt de G'zoul, également connue sous le nom de forêt « Es-Sanaouber », située dans la zone « Radar » à Tiaret, sur une superficie

de 50 hectares, La forêt du Plateau, d'une superficie de 30 hectares, située entre les communes de Guertoufa et Tagdempt, ainsi que la forêt de Frenda, qui s'étend sur une superficie de 58 hectares.

72ème anniversaire du déclenchement de la Révolution

Près de 1.000 logements seront distribués à El Tarf

Pas moins de 934 logements, relevant des différentes formules d'habitat, seront distribués dans la wilaya d'El Tarf à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution, a annoncé, dimanche, le wali, Mohamed Meziane. Intervenant à l'ouverture de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'année 2026, baptisée du nom du défunt président Liamine Zeroual, tenue au siège de la wilaya, le chef de l'exécutif

local a précisé qu'il s'agit de 590 logements publics locatifs (LPL), 114 logements promotionnels libres, 50 logements promotionnels aidés (LPA) et 180 aides à l'habitat rural. Le wali a indiqué, à cette occasion que le taux d'occupation par logement (TOL) a diminué, dans la wilaya d'El Tarf, pour être porté à 3,74 personnes en 2026 alors qu'il était de 3,81 en 2026. Il a également révélé qu'il est prévu de distribuer 614 autres logements en décembre prochain, dont 511 LPL et 103 logements promotionnels, avant de rappeler que 13.381

logement des différentes formules ont été distribuées dans la wilaya de El Tarf depuis novembre 2023. M. Meziane a présenté, au cours de cette session de l'APW, un rapport sur les réalisations accomplies et les taux d'avancement des programmes inscrits dans les différents secteurs depuis 2023. L'ordre du jour de la réunion comportait également l'adoption, après débat, du budget primitif de 2027, l'examen du projet de reclassification des chemins de wilaya ainsi que de la rentrée sociale 2026-2027, notamment.

Faculté de génie électrique de Sidi Bel-Abbès

70 projets innovants labellisés durant l'année universitaire 2025-2026

La Faculté de génie électrique de l'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès a enregistré 70 projets ayant obtenu le label "projet innovant" au cours de l'année universitaire 2025-2026, a-t-on appris dimanche auprès de l'incubateur de cet établissement d'enseignement supérieur. Les derniers bénéficiaires de ce label sont les membres d'une équipe de recherche composée des enseignants-chercheurs Amar Tilmatine, Farid Mellioui et Abdelber Bendaoud, dans le cadre des Programmes nationaux

de recherche (PNR). Le directeur de l'incubateur, Ahmed Allami, a estimé que ce bilan traduit "la dynamique continue que connaît l'Université Djillali-Liabès dans les domaines de la recherche scientifique, du développement et de l'innovation", mettant en avant les efforts déployés par l'incubateur universitaire pour accompagner les porteurs de projets et les détenteurs d'idées innovantes. Il a précisé que l'incubateur poursuit l'intensification de ses efforts sur le terrain afin « d'assurer un accompagnement technique et pédago-

gique continu aux enseignants-chercheurs et aux étudiants porteurs d'idées, et de contribuer à la transformation des résultats de la recherche et des projets innovants en produits à valeur ajoutée, susceptibles de contribuer au développement économique". Le même responsable a souligné que ce bilan témoigne également de l'efficacité de la stratégie adoptée par l'université pour ancrer l'esprit entrepreneurial dans le milieu universitaire et renforcer les passerelles de coopération entre les laboratoires de recherche et les secteurs écono-

mique et social. Le bilan de la Faculté de génie électrique met, par ailleurs, en évidence le rôle croissant de l'université dans la promotion de l'innovation et le soutien aux initiatives scientifiques susceptibles d'évoluer en projets économiques et en start-up, a-t-on indiqué de même source. Pour rappel, le nombre total de labels attribués aux projets de l'université s'élève à 166, témoignant de la dynamique que connaît l'Université Djillali-Liabès dans les domaines de la recherche scientifique, du développement et de l'innovation.

Médéa

Réalisation en cours de 25 forages à Ksar-el-Boukhari

Un projet de réalisation de vingt-cinq (25) forages à travers les communes des wilayas de Médéa et de Ksar-el-Boukhari a été lancé dans le cadre du renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) des zones rurales, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'hydraulique. Le projet consiste à réaliser et à électrifier de nouveaux forages au niveau des zones rurales des wilayas de Médéa et de Ksar-el-Boukhari, qui connaissent une certaine insuffisance en matière d'alimentation en eau potable et nécessitent, à cet égard, un renforcement des capacités de mobilisation d'eau potable pour satisfaire la demande des habitants des zones ciblées, a fait savoir le directeur local de l'hydraulique, Nacereddine Bechani. Des efforts sont, ainsi, déployés pour augmenter les sources d'alimentation en eau potable des zones enclavées situées dans les communes de Chahbounia, Bouaiche, Derrag et Azziz, relevant de la wilaya de Ksar-el-Boukhari, à travers la réalisation de plusieurs forages au profit de chacune de ces localités, en vue de sécuriser l'alimentation en eau potable des zones concernées, a-t-il expliqué.

Des zones rurales de la wilaya de Médéa abritent également des projets de forages destinés à renforcer les ressources hydriques au niveau de ces zones à améliorer la dotation quotidienne des foyers en eau potable, a ajouté le directeur local de l'hydraulique. Ces nouveaux forages s'ajoutent à une quarantaine de forages réalisés, entre 2021 et 2024, à travers les communes de Sidi Naamane, Souagui, Mezghena, El-Azzizia, Mihoub, Djouab, Ouled-Deid, Bouchrahil, Berrouaghia, Médéa, El-Omaria, Tablat, Beni-Slimane, Guelb-el-Kebir, Chahbounia, Ouled-Antar et Saneg, dans le cadre d'un plan d'urgence visant à compenser la baisse des réserves d'eau superficielles, a-t-il souligné.

CANCER DU SEIN

Les facteurs protecteurs qui peuvent **réduire** le risque

Si certains facteurs de risque du cancer du sein sont impossibles à modifier, les études scientifiques montrent qu'un mode de vie sain peut jouer un rôle important dans la prévention et contribuer à réduire le risque de développer la maladie.

Le cancer du sein reste l'un des cancers les plus fréquents chez la femme, mais les recherches scientifiques montrent qu'une partie du risque peut être réduite grâce à certains facteurs liés au mode de vie. Une revue publiée en 2024 dans BMC Cancer, qui a analysé de nombreuses méta-analyses consacrées aux facteurs non génétiques du cancer du sein, souligne notamment le rôle protecteur de l'activité physique, d'un mode de vie sain et d'une alimentation équilibrée, même si le niveau de preuve varie selon les facteurs étudiés. L'activité physique figure parmi les facteurs les mieux documentés : selon le National Cancer Institute, les femmes pratiquant régulièrement une activité physique présentent un risque de cancer du sein inférieur d'environ 20 % en moyenne à celui des femmes les moins actives. La marche rapide, le vélo, la natation ou encore certaines activités quotidiennes peuvent contribuer à cet effet protecteur. Des travaux récents suggèrent que l'exercice pourrait agir sur plusieurs mécanismes biologiques, notamment le métabolisme des hormones, du glucose et des lipides. Ainsi, le maintien d'un poids sain constitue également un élément important, particulièrement après la ménopause, période durant laquelle le surpoids et l'obésité sont associés à une augmentation du risque de cancer du sein. Les données disponibles indiquent notamment que la prise de poids à l'âge adulte et un indice de masse corporelle élevé après la ménopause sont associés à un risque accru. À l'inverse, une alimentation équilibrée et une activité physique régulière peuvent contribuer à limiter cette prise de poids et à améliorer la santé générale. De même, l'allaitement est également associé à un effet protecteur chez la mère. Selon les données du National Cancer Institute, le risque de cancer du sein diminue d'environ 4,3 % pour chaque période cumulée de douze mois d'allaitement, en plus de l'effet lié aux grossesses. Plusieurs mécanismes biologiques pourraient expliquer cette association, notamment les modifications hormonales et le renouvellement des cellules mammaires pendant la période d'allaitement. Sur le plan alimentaire, les études récentes invitent davantage à privilégier une alimentation globale de qualité qu'à rechercher un aliment présenté comme « anticancer ». Une alimentation riche en fruits, légumes, céréales complètes et fibres,



associée à une consommation limitée d'aliments fortement transformés et à un poids sain, est considérée comme favorable dans les recommandations internationales de prévention du cancer. Une analyse publiée en 2024 par le World Cancer Research Fund a notamment montré qu'une meilleure adhésion aux recommandations générales de prévention était associée à un risque plus faible de cancer du sein. Ces résultats ne signifient toutefois pas qu'un régime particulier ou un aliment précis puisse empêcher l'apparition de la maladie. Les chercheurs insistent plutôt sur l'importance d'un ensemble de comportements favorables à la santé. Il est également essentiel de rappeler que ces facteurs protecteurs ne permettent pas de supprimer totalement le risque, car celui-ci dépend aussi de facteurs sur lesquels il est im-

possible d'agir, notamment l'âge, les antécédents familiaux, certaines prédispositions génétiques, la densité mammaire et les antécédents hormonaux et reproductifs. La prévention repose donc sur une combinaison de mesures : pratiquer régulièrement une activité physique, maintenir un poids sain, adopter une alimentation équilibrée et, lorsque cela est possible et souhaité, allaiter. En plus de toutes ces mesures, les experts recommandent le dépistage selon l'âge et le niveau de risque individuel. En somme, les données scientifiques récentes montrent ainsi qu'il n'existe pas de méthode unique permettant d'éviter le cancer du sein, mais que plusieurs habitudes quotidiennes peuvent contribuer à réduire le risque et à préserver plus largement la santé.

A.B

Octobre rose à Constantine

Des activités diverses de sensibilisation

Des activités diverses de prévention dont une caravane de sensibilisation et d'information des femmes âgées sont organisées dans la wilaya de Constantine dans le cadre du mois d'octobre rose dédié à la lutte contre le cancer du sein.

Ces activités qui ont été lancées depuis le foyer des personnes âgées de la commune de Hamma Bouziane s'inscrivent dans le cadre des directives du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme visent à sensibiliser sur la nécessité du diagnostic et dépistage précoce de cette maladie, afin de protéger les femmes et dispenser les soins nécessaires, a précisé, samedi à l'APS le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Abdelkader Dehimi.

Le programme de ces activités a été élaboré en coordination avec les cellules de proximité et de solidarité (CPS) relevant de la l'agence de développement social (ADS) et de la direction de la santé et de la population (DSP), a-t-il ajouté.

Les actions de sensibilisation et d'information de ce programme cibleront également des femmes des zones rurales enclavées, dans le but de les informer sur les dangers de cette pathologie, a indiqué la même source.

Des actions d'information « porte à porte » à travers des mechtas et villages éloignés sur l'assurance sociale, entre autres et des dépliants renseignant sur les dangers et les méthodes de prévention contre le cancer du sein, seront distribués dans le cadre de cette initiative tenue sous le slogan « le diagnostic précoce, obligation, la femme âgée, priorité », a souligné, M. Dehimi.

Bouira

Campagne médico-chirurgicale au profit des enfants à Sour El Ghouzlane

Une campagne médico-chirurgicale de solidarité a été lancée à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Sour El Ghouzlane (Sud de Bouira) au profit des enfants nécessiteux, avec la participation de médecins et chirurgiens venus de plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. Lancée samedi à l'EPH des Frères Yahiaoui de Sour El Ghouzlane, cette campagne de solidarité médico-chirurgicale réunit des médecins spécialistes, des chirurgiens de différentes spécialités et des infirmiers venus de plusieurs wilayas du pays, afin de prodiguer des soins et de réaliser près de 80 opérations chirurgicales au profit des enfants nécessiteux de cette commune, située à plus de 30 km au sud de Bouira. Cette initiative a été lancée par la Fédération nationale de la société civile (FNSC) en collaboration avec les services de la Santé et de la Population (DSP), a indiqué à l'APS Kamel Djediat, membre de la FNSC. « Cette campagne de quatre jours comprend des opérations chirurgicales au profit d'enfants souffrant notamment d'hernie abdominale, diagnostiqués par le personnel médical et paramédical de divers EPH », a précisé le même responsable. Ce dernier a rappelé que cette campagne avait été précédée de consultations médicales des enfants concernés à l'EPH de Sour El Ghouzlane, en collaboration avec la DSP. Au premier jour de cette campagne, une opération chirurgicale laparoscopique a été réalisée avec succès sur un enfant âgé de moins de deux ans, pour la plus grande joie de sa famille et de la population locale, qui a vivement salué cette action de solidarité.

Pour prévenir le cancer du sein

Une caravane de sensibilisation sillonne les zones reculées à Nâama

La direction de la Santé de la wilaya de Nâama a lancé une caravane médicale de sensibilisation qui sillonne, durant tout le mois d'octobre, différentes zones reculées et steppiques ainsi que des regroupements de populations nomades, afin de sensibiliser les femmes à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein, a indiqué dimanche cette direction.

Le directeur du secteur, Ahmed Dernene, a expliqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme établi par la direction de la Santé à l'occasion de l'« Octobre rose », visant à renforcer la sensibilisation des femmes à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein.

Cette opération est menée avec la participation des services de protection maternelle et infantile ainsi que des services de gynécologie-obstétrique relevant des établissements publics hos-

pitaliers (EPH) et des établissements publics de santé de proximité (EPSP).

La caravane est encadrée par une équipe médicale composée de médecins et de sages-femmes, qui sensibilisent les femmes vivant dans les zones ciblées, notamment au niveau des centres de santé et des salles de soins, aux premiers symptômes de la maladie et leur prodiguent des conseils pratiques sur les méthodes d'auto-examen. Elle assure également des examens médicaux et orientent, si nécessaire, les femmes vers les centres de radiologie pour effectuer une mammographie, a souligné la même source.

Par ailleurs, le programme du secteur de la santé de la wilaya prévoit l'organisation de journées portes ouvertes au niveau des cabinets médicaux, des centres et des salles de soins à travers les différentes communes de la wilaya, ainsi que dans des espaces et places publics, durant tout

le mois d'octobre. Ces activités visent à informer et sensibiliser la population aux moyens de prévention de cette maladie et à souligner l'importance du dépistage précoce, notamment chez les femmes à partir de 40 ans, ce qui contribue à améliorer les chances de traitement et de guérison et, dans certains cas, à éviter le recours à une mastectomie totale. Les premiers jours de la campagne de sensibilisation consacrée à la prévention du cancer du sein ont connu une forte participation de femmes de différentes tranches d'âge. Celles-ci se sont rapprochées des équipes médicales mobilisées dans les différentes régions de la wilaya afin d'obtenir des réponses à leurs préoccupations et d'être orientées vers les centres de radiologie situés au niveau de l'hôpital « Mohamed Boudiaf » d'Ain-Sefra et de l'établissement spécialisé mère-enfant de Mecheria, a précisé le même responsable.

ONU

Près de 5,8 millions d'enfants réfugiés ne sont pas scolarisés

L'ONU a appelé la communauté internationale à investir dans l'éducation dans les pays accueillant des réfugiés, en 2025, environ 5,8 millions d'enfants ayant fui leur patrie n'étaient pas scolarisés, a rapporté le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Selon le rapport annuel du HCR, «l'année dernière, 5,8 millions d'enfants réfugiés en âge d'être scolarisés étaient exclus du système éducatif, soit 44% de leur nombre total, qui s'élève à 13,1 millions». Comme l'a déclaré le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Barham Salih, «dans un contexte de grave pénurie de fonds pour les besoins humanitaires et les programmes de développement, la réduction des dépenses consacrées à l'éducation risque d'anéantir les résultats de décennies d'efforts conjoints et de priver toute une génération de jeunes de perspectives». Le HCR a rappelé à cet égard que «le passage au niveau de l'enseignement secondaire reste l'un des principaux problèmes». Si en 2025 l'enseignement primaire couvrirait 65% des enfants réfugiés, l'enseignement secondaire n'en couvrirait que 32%. Le HCR a appelé la communauté internationale à «garantir le financement de l'éducation et à investir dans les systèmes nationaux des pays accueillant des réfugiés».

PÉROU

L'incendie qui menaçait l'accès au Machu Picchu maîtrisé

Un incendie, parti de brûlis et qui menaçait la principale voie d'accès à la célèbre cité inca du Machu Picchu, dans le sud du Pérou, a été maîtrisé après avoir fait un mort et deux blessés, ont indiqué les pompiers dimanche. Le feu s'était déclaré vendredi sur les pentes de la Vallée sacrée des Incas, dans la région de Cusco, où se trouve la gare ferroviaire d'Ollantaytambo, la plus participative pour se rendre au Machu Picchu. «Après de longues heures de lutte ininterrompue, il est confirmé que l'incendie est totalement maîtrisé», ont indiqué dans un communiqué les pompiers de Cusco. «Les opérations sur le terrain ont permis de stopper la progression des flammes et de neutraliser les points critiques qui menaçaient la zone», ont-ils précisé. L'incendie était parti de brûlage de broussailles que les paysans ont coutume d'allumer à cette époque de l'année pour défricher et gagner des terres cultivables, selon le chef du Bureau régional de gestion des catastrophes et de la sécurité de Cusco, Miguel Osco. La cité du Machu Picchu est le principal site touristique du Pérou et attire près de trois millions de visiteurs par an.

BRÉSIL

Lula et Flavio Bolsonaro s'affronteront au deuxième tour de l'élection présidentielle

Avec plus de 99 % des bulletins dépouillés, Flávio Bolsonaro, candidat du Parti libéral brésilien, est arrivé en tête avec environ 47 % des suffrages, devant le président sortant Luiz Inácio Lula da Silva, du Parti des travailleurs, qui a recueilli près de 45 % des voix.



Le Brésil organisera un deuxième tour de l'élection présidentielle le 25 octobre entre Luiz Inácio Lula da Silva et Flávio Bolsonaro, après que le premier tour n'a permis à aucun des candidats d'obtenir la majorité absolue des suffrages valides. Selon les résultats publiés par le Tribunal supérieur électoral, avec plus de 99 % des bulletins dépouillés, Flávio Bolsonaro, candidat du Parti libéral brésilien, est arrivé en tête avec environ 47 % des suffrages, devant le président sortant Luiz Inácio Lula da Silva, du Parti des travailleurs, qui a recueilli près de 45 % des voix. Conformément aux règles électorales brésiliennes, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sont qualifiés pour le second tour lorsqu'aucun prétendant ne dépasse la barre des 50 % des voix valides. À Brasília, après l'annonce des résultats, Flávio Bolsonaro s'est déclaré satisfait de son score et a exprimé l'espoir

d'avoir l'occasion de servir le Brésil et sa population. De son côté, Lula, qui s'exprimait à São Paulo, a reconnu qu'il espérait être réélu dès le premier tour, mais a appelé ses soutiens à se mobiliser davantage pour la dernière phase de la campagne. Le président sortant entend notamment mettre en avant le développement économique, la lutte contre les inégalités et l'inclusion sociale, tout en cherchant à convaincre les électeurs qui n'ont pas participé au premier tour de se rendre aux urnes le 25 octobre. Flávio Bolsonaro devra, pour sa part, consolider le soutien obtenu au premier tour et tenter de rallier une partie des électeurs ayant choisi les autres candidats. Les prochaines semaines seront donc consacrées à une campagne particulièrement intense, marquée par des déplacements dans les principales régions du pays, des rassemblements politiques, des débats et une multiplication des interventions médiatiques. Les questions économiques devraient occuper

une place centrale dans les échanges, notamment le pouvoir d'achat, l'emploi, les finances publiques et les perspectives de croissance, tandis que la sécurité, les politiques sociales et les priorités du gouvernement en matière de développement devraient également faire l'objet de débats. Ce scrutin intervient dans un contexte politique fortement polarisé, qui oppose deux projets et deux courants politiques distincts, et constitue un nouveau chapitre de la confrontation entre le camp de Lula et la mouvance politique associée à la famille Bolsonaro. Avec plus de 158 millions d'électeurs appelés aux urnes, le second tour du 25 octobre représentera ainsi une étape majeure pour l'avenir politique, économique et social du Brésil. D'ici au scrutin, les deux candidats disposeront de quelques semaines pour préciser leurs programmes, défendre leur bilan ou leurs propositions et tenter de convaincre les électeurs qui n'ont pas encore arrêté leur choix.

Aucun blessé signalé

Collision entre trois navires au large de la Norvège

Un pétrolier et deux cargos sont entrés en collision dimanche près d'Alesund, au large de la côte ouest de la Norvège, sans cependant faire de blessés, ont indiqué les autorités en charge des secours. L'accident s'est produit avant midi dans le Valderhaugfjorden, un passage étroit situé à l'est de l'île de Valderoya. L'un des na-

vires a commencé à prendre l'eau, a précisé le Centre conjoint de coordination des secours du sud de la Norvège à l'agence de presse norvégienne NTB. Les trois navires, dont la longueur varie entre 80 et 147 mètres, étaient en mouvement au moment de la collision ; deux d'entre eux faisaient route vers le nord, et le troisième vers le sud. La frégate norvégienne

Fridtjof Nansen, des navires de sauvetage, des navires civils et un hélicoptère de secours sont intervenus après que le centre a reçu un appel de détresse via la radio côtière. Il a été signalé par la suite que les trois navires avaient pu s'amarrer ou jeter l'ancre en toute sécurité près d'Alesund. La police a ouvert une enquête sur l'incident, dont la cause reste indéterminée.

SOUDAN

2.800 personnes déplacées dans l'Etat du Nil Bleu en une seule journée

Quelque 2.800 personnes ont fui 10 villages de l'Etat du Nil Bleu, dans le sud-est du Soudan, en une seule journée, dans un contexte de détérioration de la sécurité, a déclaré dimanche l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'agence onusienne a souligné, dans un communiqué, que ses équipes sur le terrain estimaient que 560 ménages, soit 2.800 personnes, avaient été déplacés de plusieurs villages de la localité de Wad al-Mahi et transférés vers la localité d'Al-Roseires, dans l'Etat du Nil Bleu. Les villages touchés sont Miri, Jabal Nimr, Abu Qudaf, Bashkarkat, Ab Jankour, Makla, Matangiya, Jabal al-Nour, Menza et Manshiling, précise le communiqué. La situation demeure «tendue et instable», a indiqué l'agence onusienne, ajoutant qu'elle suivait de près l'évolution de la situation. Jeudi, l'OIM avait signalé que 7.000 personnes supplémentaires, représentant 1.400 ménages, avaient fui quatre villages de Wad al-Mahi en une seule journée en raison de l'insécurité. Le mois dernier, l'agence onusienne avait, en outre, déclaré que 99.277 personnes avaient été déplacées dans l'Etat du Nil Bleu entre le 11 janvier et le 23 août de cette année. L'Etat a connu une escalade militaire ces derniers jours, les Forces de soutien rapide (FSR) et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, un groupe allié, ayant lancé des attaques dans plusieurs zones. La crise humanitaire au Soudan s'est aggravée dans le contexte du conflit entre l'armée et les FSR, qui a débuté en avril 2023. Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts et environ 13 millions de déplacés, selon les estimations de l'ONU et de la communauté internationale. Par ailleurs, quatre civils, dont une femme et un enfant, ont été tués lors de frappes de drones réalisés par les Forces de soutien rapide (FSR), dans la ville de Dilling, dans l'Etat du Kordofan du Sud, au Soudan, a indiqué dimanche le Réseau des médecins du Soudan. Le Réseau des médecins du Soudan, une organisation médicale non gouvernementale, a déclaré, dans un communiqué, que les attaques visaient des zones résidentielles de la ville, appelant l'ONU et les organisations humanitaires internationales à demander des comptes aux responsables. Les autorités soudanaises et les organisations de défense des droits humains ont accusé à plusieurs reprises les FSR de cibler les civils.

ALGÉRIE-NIGER CE SOIR À TIZI-OUZOU

Hemdani veut garder le cap

Nommé à la suite du départ de Vladimir Petkovic, Hemdani a déjà dirigé deux rencontres comptant pour les éliminatoires de la CAN 2027. Le bilan comptable est loin d'être mauvais, avec une victoire contre la Zambie (3-1) et un nul ramené de Bujumbura face au Burundi (2-2), permettant à l'Algérie de s'installer en tête du groupe I. Mais au-delà des chiffres, ces deux sorties ont également mis en évidence plusieurs insuffisances auxquelles le staff technique devra rapidement apporter des réponses.

Les errements défensifs, le manque de concentration par moments et certaines difficultés dans la maîtrise des rencontres ont notamment retenu l'attention. Si les Verts ont su réagir dans les situations difficiles, à l'image du retour effectué face au Burundi après avoir été menés de deux buts, Hemdani souhaite certainement voir son équipe gagner en régularité et en sérénité. Le rendez-vous de ce soir représente donc une nouvelle occasion de vérifier si les correctifs commencent à porter leurs fruits.

Des cartes à redistribuer

Le contexte actuel devrait également pousser le sélectionneur à apporter plusieurs changements. Privé d'Amine Gouiri, de Mohamed-Amin Hadj Moussa et de Ramiz Zerrouki, tous forfait, et de Rayan Aït-Nouri, écarté pour des raisons disciplinaires, Hemdani devra composer avec un effectif quelque peu remanié.

Ces absences constituent certes un handicap, mais elles offrent aussi une opportunité à d'autres joueurs. Le technicien national devrait profiter de cette rencontre pour accorder davantage de temps de jeu à certains éléments et observer leur capacité à répondre aux exigences internationales. Des associations inédites pourraient également être testées, aussi bien dans certains secteurs qu'au niveau de l'animation collective.

Après deux matches officiels, Hemdani possède désormais suffisamment d'éléments pour identifier les secteurs qui nécessitent le plus de travail. Ce match face au Niger doit ainsi lui permettre de confronter ses premières idées à la réalité du terrain et d'élargir son éventail de solutions.

Une répétition avant novembre

L'équipe nationale algérienne achèvera son premier rassemblement sous l'ère Brahim Hemdani ce soir, à partir de 18h, au stade Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, face au Niger. Une rencontre amicale qui arrive dans un contexte particulier pour les Verts, puisque le nouveau sélectionneur dispose d'une dernière opportunité, lors de cette trêve internationale, pour évaluer certains éléments, tester d'autres solutions et surtout tirer davantage d'enseignements avant le retour aux échéances officielles.



La rencontre de Tizi-Ouzou ne constitue donc pas un simple rendez-vous amical. Elle s'inscrit dans la préparation de la prochaine échéance importante, prévue en novembre, lorsque les Verts retrouveront les éliminatoires de la CAN 2027 avec une double confrontation face au Togo.

Le prochain stage sera alors appelé à revêtir une importance particulière, avec deux rencontres officielles susceptibles de peser lourd dans la course à la qualification. D'ici là, le staff devra notamment améliorer l'équilibre de l'équipe, réduire les erreurs individuelles et renforcer les automatismes

entre les différents compartiments.

Face au Niger, Hemdani cherchera également à retrouver une certaine efficacité collective après une sortie compliquée au Burundi. Une victoire permettrait aux Verts de clôturer ce premier stage sur une note positive et surtout d'emmagasiner davantage de confiance. Mais l'essentiel sera ailleurs : dans la capacité du groupe à appliquer les consignes, à corriger ses défauts et à montrer une progression dans le jeu.

H.M.

Qualifications CAN U23 (préparation)

L'Algérie et l'Afrique du Sud font match nul

La sélection algérienne de football des moins de 23 ans (U23), s'est neutralisée avec son homologue sud-africaine 1-1 (mi-temps : 1-1), en match amical disputé dimanche à Bloemfontein, dans le cadre des préparatifs en prévision du deuxième tour préliminaire des qualifications de la CAN-2027 de la catégorie, prévu en novembre prochain.

Les Sud-Africains ont ouvert le score sur un mais marqué contre son camp par Faiz Belgourai (33'), avant que le sociétaire du MC Alger, Ben Ahmed Kohili n'égalise deux minutes plus tard (35').

Lors de la première opposition, disputée jeudi au même stade, l'Afrique du Sud s'est imposée (3-1). Les Algériens ont ouvert la marque grâce à Yanis Senhadji (44'), avant que les Sud-Africains ne réagissent en seconde période par Quwan Plaatjies (48'), Nhlanhla

Gasa (53') et Faiz Abrahams (72').

Pour cette double confrontation, le sélectionneur national, Rafik Saïfi, a fait appel à 24 joueurs.

Avant de rallyer l'Afrique du Sud, la sélection algérienne avait bouclé la semaine dernière son première étape entamée à Alger le 21 septembre, dans le cadre de son programme de préparation en prévision des futures échéances.

L'Algérie sera opposée, lors du deuxième tour des qualifications de la CAN-2027, au vainqueur de la double confrontation entre le Malawi et l'Eswatini.

QATAR

Signature imminente de Mahrez

Lailier droit Algérien Riyad Mahrez va enfin signer un nouveau contrat après quelques mois sans club. Riyad Mahrez est bien, en effet, sur le point de rejoindre le championnat du Qatar et plus précisément le vice-champion de QSL, Al Shamal. Le président du club a confirmé l'arrivée du joueur lundi à Doha. «Nous attendons que Riyad Mahrez passe la visite médicale, en préparation de la signature des contrats et de l'annonce officielle de son arrivée au sein de l'équipe dans les prochaines heures» a-t-il déclaré.

Cependant, après la visite médicale traditionnelle

qui devrait avoir lieu à Aspetar, il faudrait attendre encore avant l'officialisation de la signature de l'international Algérien aux 119 sélections.

En effet, selon nos informations, ce n'est que jeudi que la conférence de presse de présentation du joueur devrait avoir lieu, au siège du club.



L 2/ amateur - Groupe Centre Ouest (4e journée)

RCK-USMH le jeudi 8 octobre

Le derby algérois entre le RC Kouba et l'USM El Harrach, initialement prévu le vendredi 9 octobre courant, dans le cadre de la quatrième journée du Groupe Centre-Ouest de Ligue 2 amateur de football, a été avancé de 24 heures, soit au jeudi 8 octobre, a annoncé dimanche la ligue nationale du football amateur (LNFA), évoquant des raisons liées à l'aspect organisationnel.

«Le coup d'envoi du match RCK-USMH sera donné à 15h00, au stade Mohamed Benhaddad de Kouba», a détaillé l'instance dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

Un duel chaud, entre le Raed (Leader avec neuf points) qui reçoit les Jaune et Noir (Dauphins avec sept points), déjà très important pour les deux clubs, qui visent l'accession en Ligue 1 Mobilis cette saison.

Tous les autres matches de cette quatrième journée, y compris ceux du Groupe Centre-Est se joueront le vendredi 9 octobre, à 15h00, suivant le programme de compétition, a ajouté l'instance.

CAN-2026 de Futsal

Le sélectionneur national retient 14 joueurs

Le sélectionneur de l'équipe nationale de futsal, Nouredine Benamrouche, a retenu 14 joueurs pour prendre part à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), qui se déroulera du 12 au 21 octobre, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF), dimanche. Versée dans le groupe A, la sélection algérienne disputera son premier match face au Maroc, le lundi 12 octobre (20h00), puis face à la Libye, le mercredi 14 octobre (17h00), avant de terminer face à la Zambie, le vendredi 16 octobre (20h00). Le groupe B est composé de l'Égypte, de l'Angola, du Mozambique et de la Tanzanie. L'Algérie s'est qualifiée pour la première fois de son histoire à une phase finale de la CAN de futsal en éliminant la Guinée au terme d'une double confrontation largement maîtrisée : victoire 4-0 à Conakry, le 4 février, puis succès 7-1 à Oran, le 8 février.

La phase finale de la CAN-2026 se déroulera du 12 au 21 octobre prochain, avec l'ambition pour la sélection algérienne de réussir ses premiers pas dans la compétition continentale.

Championnats du monde de boxe (Juniors)

Stage de préparation à Monténégro pour l'EN

La sélection algérienne junior de boxe, composée d'une quinzaine d'athlètes (garçons et filles) s'est envolée samedi pour le Monténégro, où elle effectuera du 4 au 14 octobre courant, un dernière étape de préparation, en prévision des Mondiaux 2026 de la catégorie, prévue sur place, du 14 au 28 du même mois, à-on informé dimanche auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAB). Organisée sous l'égide de la Fédération internationale de boxe, la compétition aura lieu au Centre Sportif Méditerranéen de Budva.

Il faut rappeler que c'est la première fois de son histoire que le Monténégro accueille un événement officiel du calendrier mondial de World Boxing, rassemblant les meilleurs jeunes talents de la catégorie U19. Après la fin de ces Mondiaux, la sélection nationale rentrera directement à Alger, pour effectuer un ultime regroupement le 29 octobre, en prévision de son départ au Sénégal, pour disputer les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ-2026), prévus du 31 octobre au 13 novembre, dans la ville de Dakar.

LIGUE DES NATIONS

Le Portugal passe? même sans Ronaldo

Pas de Cristiano Ronaldo, pas de problème. Malgré l'absence de CR7, le Portugal réalise un parcours parfait en Ligue des nations en allant chercher une quatrième victoire en quatre matchs dans la compétition - dont il est le tenant du titre - ce dimanche à domicile contre la Norvège (2-1). Avec 12 points, les hommes de Jorge Jesus sont assurés de disputer les quarts de finale de la Ligue des nations, disputés en mars, avant même les deux derniers matchs de poule, contre le Danemark (14 novembre) et au pays de Galles (le 17).



Double lauréate de la compétition née en 2018, la Seleção a renversé la sélection nordique, portée par Erling Haaland, muet et sorti blessé, grâce notamment à une superbe frappe de João Cancelo et une réalisation de Gonçalo Ramos. Les Portugais ont donc su faire le dos rond alors que l'actualité était agitée en coulisse ces derniers jours autour de Cristiano Ronaldo. L'attaquant portugais de 41 ans a annoncé mercredi qu'il avait quitté le rassemblement de sa sélection après avoir découvert, lors d'une conférence de presse, que Jorge Jesus prévoyait de le laisser sur le banc pour le deuxième match consécutif. Le recordman des sélections et des buts avec le Portugal (234 apparitions et 146 réalisations), vainqueur notamment de l'Euro 2016 et des Ligues des nations 2019 et 2025, a promis de s'expliquer sur les raisons de son départ, et n'a, pour l'heure, pas annoncé sa retraite internationale. Ce dernier a

promis des explications en temps voulu.

Le président de la FPF ne lâche pas la légende portugaise

Quatre victoires en quatre matchs et une qualification déjà actée pour les quarts de finale de la Ligue des Nations. Sur le terrain, le Portugal a signé un sans-faute lors de cette trêve internationale. En coulisses, elle fut bien plus agitée avec le départ fracassant de Cristiano Ronaldo après le deuxième match, vexé de ne pas être entré en jeu. Dimanche, après le succès contre la Norvège (2-1), le sélectionneur Jorge Jesus lui a ouvert la porte à la discussion et à un retour. Muet jusqu'alors, le président de la Fédération portugaise, Pedro Proença, a aussi adressé un message fort à la superstar, tout en défendant son sélectionneur. «Je ne vais pas apporter de précisions, ce sont des conversations tout à fait normales entre entraîneurs et joueurs», a-t-il rappelé. «C'est un domaine technique, un président de fédération ne s'immisce pas dans ces affaires. Nous parlons du meilleur joueur de tous les temps, un joueur qui a consacré plus de vingt ans au football portugais. Cristiano Ronaldo représente aujourd'hui le plus grand symbole de l'identité portugaise, nous devons lui

rendre hommage.»

«Il est en équipe nationale grâce à ses propres mérites sportifs, et cela ne doit faire aucun doute», a-t-il ajouté. «Il fera toujours partie de ce groupe tant qu'il en aura les capacités techniques. Cristiano le sait, il sait que c'est le sentiment général. Concernant ce point précis, permettez-moi de dire que nous sommes confrontés à un malentendu qui doit être réglé en interne.» Le dirigeant a poursuivi en soulignant l'amour dont CR7 bénéficie encore au sein de la Seleção. «Aujourd'hui, les joueurs ont démontré le lien indéfectible qui les unit à notre capitaine actuel», a-t-il lancé. «Ronaldo fait partie intégrante de notre équipe nationale, il est notre emblème, il était capitaine lors du premier de ces quatre matchs et, tout récemment, le sélectionneur Jesus a déclaré qu'il comptait sur Cristiano s'il était en forme. C'est le cas pour tous les joueurs. Ronaldo est une icône portugaise, un joueur absolument extraordinaire qui aurait pu mettre un terme à sa carrière lors de la Coupe du monde, mais il ne l'a pas souhaité par amour pour l'équipe nationale. Je suis témoin de cette relation qui unit Ronaldo au peuple portugais et à notre équipe nationale.»

DÉÇU D'AVOIR RATÉ LE BALLON D'OR

Ribéry débute sa carrière de coach

La plaie ne se refermera sans doute jamais. Franck Ribéry en convient lui-même. L'ancien dynamiteur du Bayern Munich gardera toujours une certaine amertume en repensant au Ballon d'or 2013. Après une saison éblouissante avec le Bayern Munich, l'ex-international français (81 sélections, 16 buts) pensait décrocher le prestigieux trophée individuel mais il a finalement terminé troisième derrière Cristiano Ronaldo et Lionel Messi. Un résultat qu'il ressent encore comme une injustice, treize ans après. «2013 a été mon année en or», a expliqué Franck Ribéry ce week-end lors de son passage au Festival du sport de Trente, au nord de l'Italie, dans des propos rapportés par La Gazzetta dello Sport. «J'ai été le meilleur joueur de Bundesliga et d'Europe. J'aurais peut-être même mérité le Ballon d'or. Ne pas l'avoir remporté m'a fait mal. C'était une déception. Je n'ai aucun mal à l'admettre. Ça a été une saison magique, j'ai tout gagné, en réalisant d'excellentes performances tant avec le Bayern qu'en équipe nationale... Qu'est-ce que j'aurais pu faire de plus?» Invité de l'After Foot mercredi sur RMC, Pascal Ferré, l'ancien patron de France Football est revenu sur cette édition controversée du Ballon d'or 2013. En rappelant que le mode de scrutin adopté à cette période a empêché le couronnement de «Kaiser Franck»: «C'est un peu particulier parce qu'à l'époque, il y avait trois collèges de votants: des journalistes, les sélectionneurs et les capitaines. Ribéry est arrivé largement en tête chez les journalistes. Ce qui a causé sa défaite, ce sont à la fois les votes des sélectionneurs et des capitaines. Dans un format classique, il aurait été Ballon d'or». Après avoir rangé ses crampons en octobre 2022, au terme d'une ultime expérience à la Salernitana, Franck Ribéry a intégré le staff technique du club italien jusqu'en mars 2024. Le natif de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) a depuis suivi une formation pour devenir entraîneur. Et il affirme aujourd'hui se sentir prêt à débiter sa nouvelle vie de coach. «Je me suis rendu compte que j'avais changé de métier. Pour moi, la gestion du groupe, l'empathie et la relation avec les joueurs seront très importantes. Ça passe avant les schémas et les tactiques. J'ai eu de nombreux grands entraîneurs, Heynckes, Ancelotti, mais aussi Nicola et Iachini, j'ai appris quelque chose de chacun d'entre eux. Je voudrais pratiquer un football offensif. Mon équipe devra récupérer le ballon rapidement et partir immédiatement à la recherche du but. En Europe, j'aime beaucoup le Bayern de Kompany».



LA DERNIÈRE DANSE DE TANGO DU GÉNIE

Buenos Aires se prépare pour les adieux définitifs de Messi



La pelouse du stade Monumental de Buenos Aires s'apprête à vibrer ce mardi soir une dernière communion historique. Ce match amical face à l'équipe nationale du Bénin n'est pas une rencontre de préparation ordinaire; il revêt les habits solennels d'une messe d'adieu, l'ultime chapitre d'une épopée romanesque qui a transformé à jamais le paysage du football mondial. Moins de deux mois après l'amère désillusion de la finale de la Coupe du Monde 2026 perdue face à l'Espagne, et suite à l'annonce de sa retraite internationale formulée fin août, Lionel Messi enfilera une toute dernière fois la tunique ciel et blanc de l'Albiceleste. La capitale argentine retient son souffle. Pour ce récit d'adieu orchestré par Lionel Scaloni, le peuple argentin s'est mobilisé comme un seul homme pour dire

merci à celui qui a mis à nouveau l'Albiceleste sur le toit du monde en 2022. Les travées du Monumental, qui seront à coup sûr archicomblées, s'apprêtent à chanter en boucle pour leur symbole, dans une atmosphère oscillant entre la mélancolie poignante de la séparation et la célébration éternelle d'un parcours hors norme. En face, les Guépards du Bénin auront l'insigne honneur d'accompagner ce moment suspendu dans le temps. Mais ce soir-là, le tableau d'affichage du score importera peu face à la charge émotionnelle de chaque contrôle, de chaque accélération et de chaque passe du génie de Rosario.

Vingt et un ans de magie pure

Vingt et un ans se sont écoulés depuis ses grands débuts sous le maillot national en août 2005. Vingt et un ans de sueur, de larmes, de finales perdues puis de triomphes légendaires: la Copa América

2021, le Graal suprême de la Coupe du Monde au Qatar en 2022, la Finalissima et une seconde Copa América en 2024. Le septuple Ballon d'Or laisse derrière lui un héritage colossal, un livre de records qu'aucun autre joueur ne pourra effacer de sitôt, mais surtout, une empreinte affective indélébile dans le cœur de millions de passionnés à travers la planète. La Pulga quitte la scène internationale en laissant l'équipe nationale entre les mains d'une génération dorée prête à relever le flambeau, tandis que le coup d'envoi de ce match de gala sera donné à deux heures du matin. Alors que résonneront les derniers échos de l'hymne national, l'Argentine et le monde du football s'apprêtent à verser une larme, conscients d'assister aux derniers instants sur la scène internationale du plus grand joueur de tous les temps.

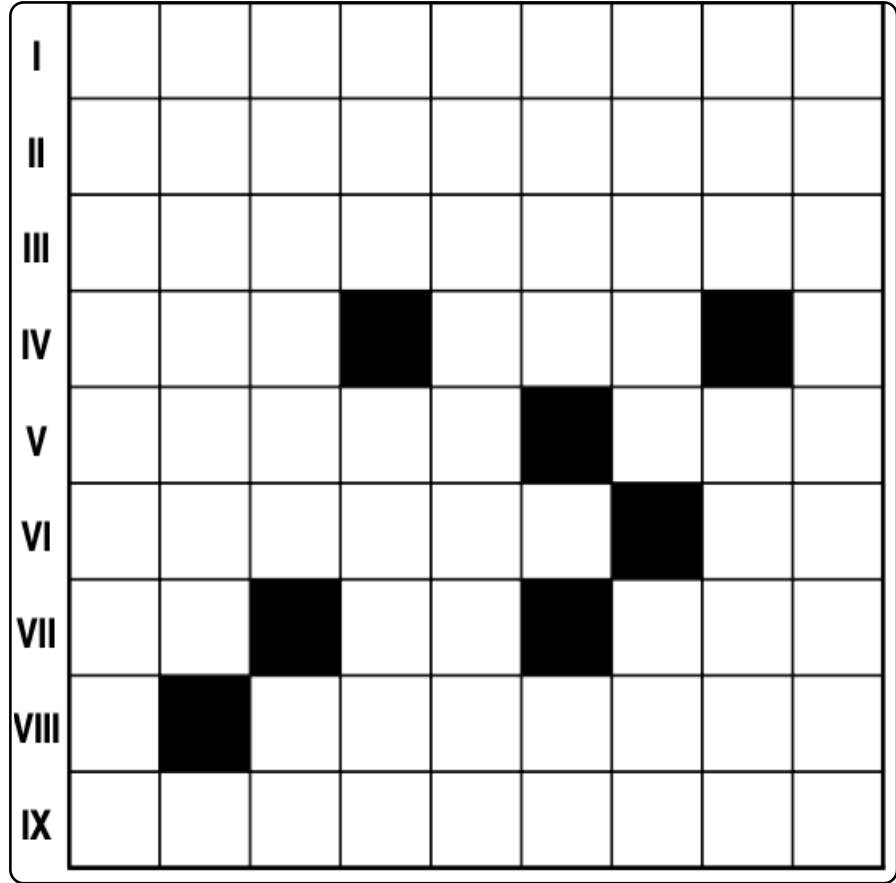
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Il monte les étage en roulant. II. Musulmane du temps jadis. III. Ils veulent maintenir la Terre Promise en l'Etat. IV. Remué. Rappel. V. Salpêtre. Prénom féminin. VI. Prendre du liquide. Difficulté. VII. Paire romaine. Négation. Absorbés. VIII. Aster à fleurs bleues. IX. Abandonnez.

VERTICALEMENT

1. Capital. 2. Singe-écureuil. 3. Cassa la croûte. Arboricole. 4. Molécule vitale. Lieux de réunion pour adeptes du crochet. 5. Lieux de traites. 6. Grand club de foot. 3ème sous sol. 7. Preuve de noblesse. Loup de mer. 8. Un à New York. Arcade. 9. Remâchez.

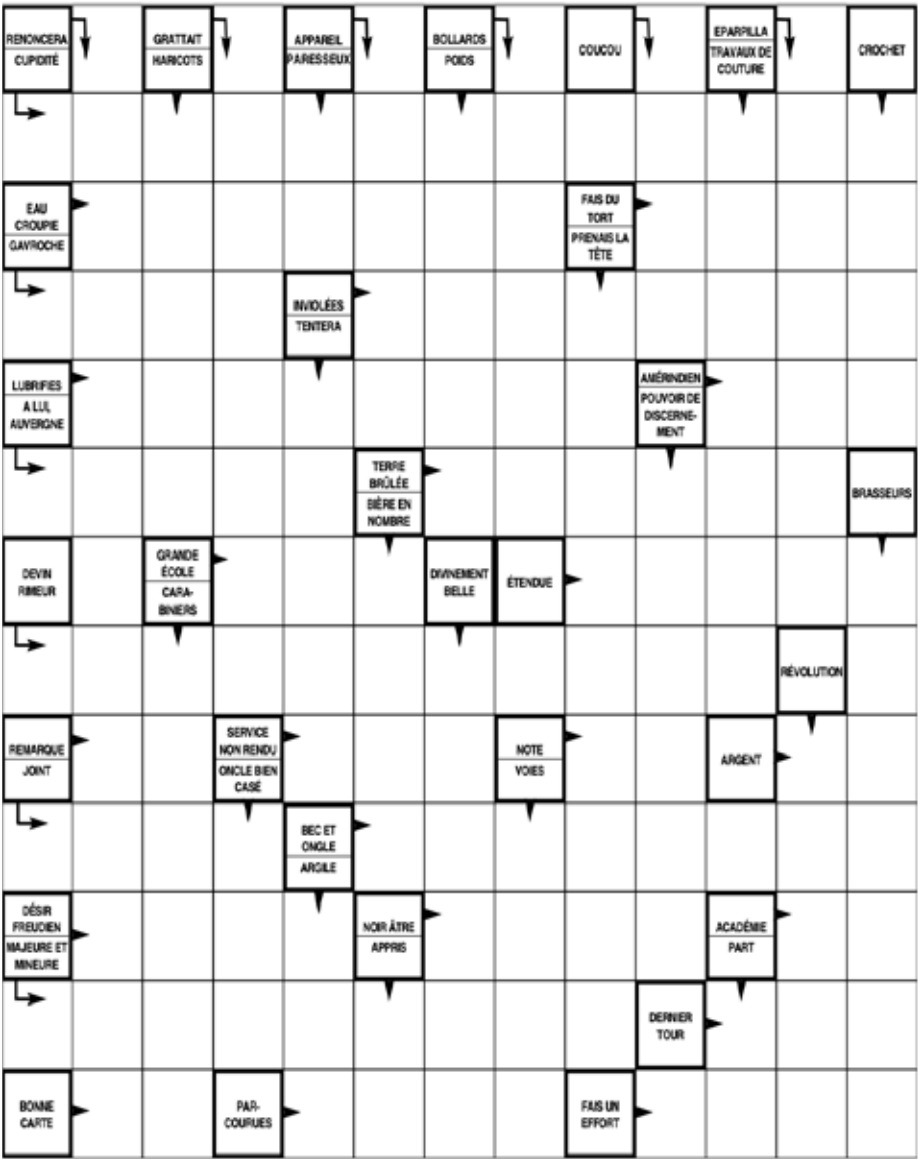


MOTS MÊLÉS

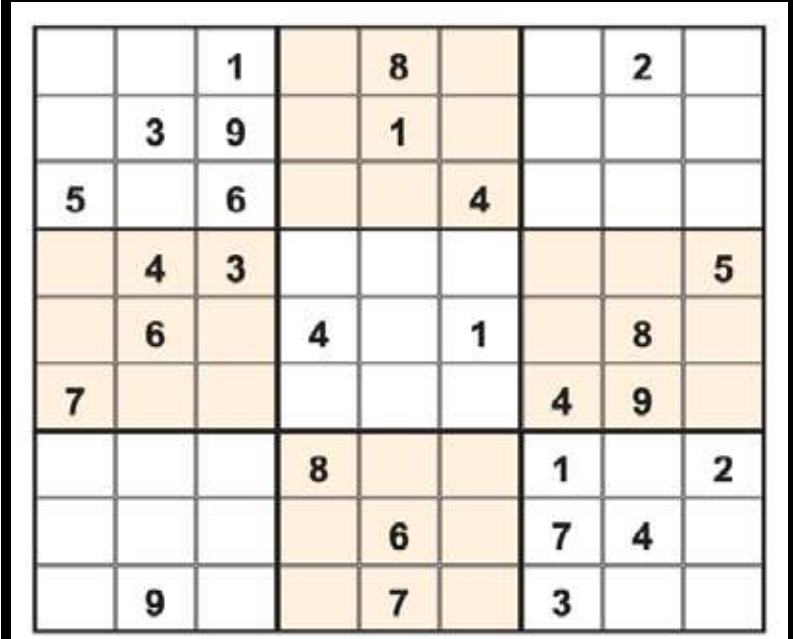
- AIRBAG
AUTORADIO
BATTERIE
BOUGIE
CALANDRE
CAPOT
CARTER
CEINTURE
CHASSIS
COFFRE
COMPTEUR
- COURROIE
CRIC
DIESEL
ENJOLIVEUR
ESSENCE
FILTRE
FREIN
FUMEE
KLAXON
LIVREUR
MOTEUR
- PEDALE
PERMIS
PHARE
PISTON
PNEU
PORTIERE
RADIATEUR
RESERVOIR
RIVET
SOUPAPE
STARTER
- SUPER
SUSPENSION
TAMBOUR
TOLE
TRAPPE
VIDANGE
VITESSE
VOLANT



LES MOTS FLÉCHÉS



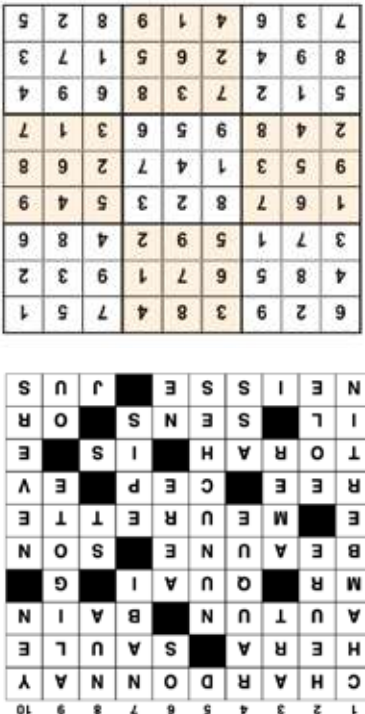
SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



CINÉMA, MUSIQUE ET INDUSTRIES CRÉATIVES

L'Algérie au cœur des échanges avec les professionnels américains

Une délégation de professionnels américains du secteur du divertissement a récemment séjourné en Algérie. De Béjaïa à Alger, ateliers, tables rondes et rencontres ont permis d'aborder la production, le jeu d'acteur, la musique, le marketing, les contrats, la propriété intellectuelle et la gestion des talents, avec un objectif commun : favoriser les échanges professionnels et accompagner les créateurs vers de nouveaux publics.



NASSIM TERKI

Une délégation de professionnels américains du secteur du divertissement a récemment effectué une visite en Algérie, avec au programme plusieurs ateliers, tables rondes et rencontres consacrés au cinéma, à la télévision, à la musique et aux industries créatives. Composée de Mike Tankel, stratège en marketing, Jason Moore, acteur et entrepreneur, Boualem Hassaine, acteur et producteur algéro-américain, et John R. Randolph, cadre dirigeant dans le secteur du divertissement, la délégation a partagé son expérience dans différents domaines, notamment la production, le marketing, la gestion des talents, la télévision, le cinéma et la musique. À Béjaïa, les professionnels américains ont participé à la céré-

monie d'ouverture des Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB). Ils y ont notamment animé des ateliers de jeu d'acteur destinés aussi bien aux amateurs qu'aux professionnels. Une table ronde consacrée à la production, aux contrats et au marketing dans le domaine cinématographique a également été organisée à cette occasion. Le programme s'est poursuivi à Alger avec plusieurs rencontres autour de la production cinématographique, des contrats et des relations d'affaires. La délégation a également animé des sessions à l'Institut national supérieur de musique, consacrées à l'industrie musicale, à la monétisation de la musique et à la gestion artistique. Les échanges ont aussi concerné les jeunes créateurs. Des rencontres ont été organisées à l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), tandis qu'une autre rencontre avec l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins

(ONDA) a permis d'aborder les bonnes pratiques en matière de propriété intellectuelle. À Alger toujours, le programme a comporté des ateliers de jeu d'acteur orientés vers le cinéma, une conférence réunissant des représentants des institutions culturelles algériennes au ministère de la Culture et des Arts, ainsi qu'une rencontre avec des entrepreneurs du secteur artistique à Algeria Venture. Au-delà des différents ateliers et rencontres, cette visite a favorisé les échanges entre professionnels algériens et américains du secteur du divertissement. Elle a également mis en avant plusieurs enjeux liés au développement des talents créatifs, notamment la narration, la protection de la propriété intellectuelle, l'entrepreneuriat créatif et l'importance des réseaux professionnels pour permettre aux créateurs d'élargir leur accès au public.

FIBDA 2026

La création américaine au rendez-vous d'Alger

La 18e édition du Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA), organisée par le ministère de la Culture et des Arts autour du thème « Le roman graphique », accueille cette année une participation américaine placée sous le signe de la création et de la narration visuelle. Les États-Unis sont représentés par l'artiste internationale Alitha Martinez, qui prend part pour la huitième fois au FIBDA. Connue pour avoir illustré plusieurs titres majeurs de la bande dessinée américaine, parmi lesquels Wonder Woman, Spider-Man, Superman et Batman, elle apporte à cette édition son expérience dans un domaine qui bénéficie d'une large diffusion à l'échelle internationale. Elle est accompagnée de l'artiste graphique et éditeur américain Michael Polson, ainsi que de l'acteur américain Jason R. Moore, notamment connu pour son interprétation du personnage de Curtis Hoyle dans la série Marvel The Punisher. La présence américaine s'est également illustrée à travers le stand de l'ambassade des États-Unis. Le chargé d'affaires, Mark A. Schapiro, s'y est rendu pour rencontrer les artistes américains présents au festival et échanger avec les visiteurs. Le stand propose plusieurs activités destinées aux publics de différents âges, notamment des quiz et des cadeaux, tout en mettant en avant des éléments de la culture et de la création américaines. Au-delà de la présentation artistique, cette participation donne lieu à des échanges avec le public algérien. Les invités américains partagent leur expérience et mettent en avant la place de la bande dessinée et de la narration visuelle dans le développement de la créativité. L'accent est également mis sur l'intérêt de la bande dessinée pour encourager les jeunes à lire et à apprendre, ainsi que pour favoriser l'apprentissage de la langue anglaise à travers une approche plus attractive et ludique. À travers cette présence au FIBDA, la participation américaine s'inscrit ainsi dans un programme mêlant création graphique, échanges avec le public et découverte culturelle, autour d'un langage artistique qui associe récit et image.

Rédaction Culturelle

Algérie-Congo

Une coopération culturelle appelée à se renforcer

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, s'est entretenue avec le ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, autour des perspectives de relance et de développement de la coopération culturelle entre l'Algérie et le Congo. Cette rencontre bilatérale a permis d'examiner les moyens de redynamiser les échanges entre les deux pays et d'élargir leur coopération à de nouveaux domaines culturels et artistiques. Les deux parties ont notamment abordé le renforcement de leur présence respective dans les festivals et les différentes manifestations culturelles et artistiques organisées dans les deux pays. Dans ce cadre, la partie congolaise a invité l'Algérie à participer au Festival africain de musique, prévu en 2027. Une invitation a également été adressée à des écrivains et auteurs algériens pour prendre part au Salon du livre de Brazzaville. La partie

congolaise a proposé, à cette occasion, d'accueillir plusieurs représentants de la scène littéraire algérienne. Les échanges ont également porté sur la protection des droits d'auteur et des droits voisins, un domaine auquel les deux parties ont accordé une attention particulière. À ce titre, la partie congolaise a salué l'expérience algérienne en matière de protection et de gestion de ces droits. Dans cette perspective, Malika Bendouda a proposé la mise en place d'une coopération entre l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA) et le Bureau congolais des droits d'auteur (BCDA). Cette démarche devrait permettre de renforcer les échanges d'expériences entre les deux organismes et de faire bénéficier la partie congolaise de l'expérience algérienne dans ce domaine. À travers ces échanges, l'Algérie et la République du Congo entendent ainsi consolider leurs relations culturelles et artistiques, en privilégiant notamment la circulation des œuvres, des créateurs et des expériences entre les deux pays.



Trait d'esprit

“On reconnaît les grandes époques à ceci, que la puissance de l'esprit y est visible et son action partout présente.”

Ernst Jünger

À 67 ans, Salima Bouayad Agha réussit la traversée de la Manche



À 67 ans, l'ancienne nageuse de l'équipe nationale algérienne Salima Bouayad Agha a relevé un défi exceptionnel en traversant la Manche à la nage, entre l'Angleterre et la France. Elle a accompli cette performance sans palmes ni combinaison, après avoir passé près de quinze heures dans une eau particulièrement exigeante.Partie de Douvres vers 3 h 48, dans la nuit du 2 au 3 octobre 2026, elle a rejoint la plage de Sangatte, dans le Pas-de-Calais, aux alentours de 19 heures. Les courants marins l'ont contrainte à parcourir une distance bien supérieure aux quelque 34 kilomètres séparant les deux côtes à vol d'oiseau. Avec un temps d'environ 14 h 49 dans l'eau, Salima Bouayad Agha est devenue la femme la plus âgée en France à réussir cette traversée sans assistance. Une performance remarquable qui témoigne de son endurance, de sa détermination et de son expérience de nageuse.

El Oued : plus de 45 000 capsules de prégabaline saisies

Les services de police d'El Oued ont réussi à démanteler deux opérations liées au trafic de psychotropes, permettant la saisie de 45 445 capsules de prégabaline dosées à 300 mg. La première intervention, menée par la brigade de répression de la criminalité, a permis de récupérer 40 045 capsules ainsi qu'une importante somme d'argent provenant d'activités criminelles. Deux suspects ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire.Lors d'une seconde opération, les policiers ont découvert 5 400 capsules dissimulées dans une bouteille de gaz destinée aux véhicules GPL. Celle-ci avait été spécialement aménagée pour transporter la marchandise vers une wilaya de l'est du pays.Au total, trois personnes ont été interpellées. Une voiture et des fonds issus du trafic ont également été saisis. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Oued.

Alger : plus de 6 400 capsules de prégabaline saisies à Gué de Constantine

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Gué de Constantine ont interpellé deux individus présumés impliqués dans un réseau spécialisé dans le trafic illicite de psychotropes, a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de la wilaya d'Alger. L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, fait suite à l'exploitation d'informations faisant état des activités d'un groupe criminel organisé opérant dans le trafic de prégabaline.Les investigations ont permis l'arrestation des deux suspects et la saisie de 6 420 capsules de prégabaline, ainsi que 200 grammes de cannabis. Trois lames utilisées, selon les services de sécurité, pour la vente de ces substances ont également été récupérées. Les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Hussein Dey pour trafic illicite de psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé. 1re Région militaire

1^{ère} Région militaire : Nouredine Haddad succède à Ali Sidane

Au nom du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'État-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, la cérémonie officielle d'installation du nouveau commandant de la 1re Région militaire, le Général-Major Nouredine Haddad. Le Général-Major Nouredine Haddad succède au Général-Major Ali Sidane à la tête de la 1re Région militaire. La cérémonie d'installation s'est déroulée au nom du président de la République, dans le cadre des changements opérés au sein du commandement des différentes structures de l'ANP.

Perturbation dans la distribution d'eau potable dans plusieurs communes d'Alger

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger a annoncé des travaux de réparation sur une conduite principale d'eau potable de 700 millimètres de diamètre, touchée par une avarie technique ce lundi dans la commune de Draria. Cette intervention entraînera un retard dans le programme de distribution dans plusieurs communes de la capitale. Ouled Fayet est concernée dans sa totalité, tandis que Soudania sera

touchée à l'exception de deux quartiers. Le secteur de Bouchaoui-Centre, dans la commune de Chéraga, connaîtra également un décalage.Des perturbations sont aussi à prévoir à Draria et à El Achour pendant la durée des travaux. La SEAAL précise que le retour à la normale se fera progressivement après l'achèvement des réparations et le remplissage des principaux réservoirs.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

PALESTINE OCCUPÉE

Le droit au logement se transforme en lutte pour la survie

Alors que la Journée mondiale de l'habitat est consacrée cette année au thème « Un logement convenable pour tous », les Palestiniens font face à une crise sans précédent.

À Gaza comme en Cisjordanie, la destruction des habitations, les déplacements forcés et les restrictions d'accès privent des centaines de milliers de familles d'un toit et de conditions de vie dignes. Selon le Bureau central palestinien des statistiques, près de 201 290 bâtiments ont été endommagés à Gaza entre le 7 octobre 2023 et le 16 juin 2026, soit environ 82% du parc immobilier du territoire. Parmi eux, 134 422 ont été entièrement détruits et près de 328 627 logements ont subi des dommages. La crise dépasse largement la destruction des maisons. Les réseaux d'eau et d'assainissement ont eux aussi été lourdement touchés. Environ 90% de ces infrastructures auraient été endommagées ou détruites au premier semestre 2026. La majorité des habitants de Gaza ont été déplacés à plusieurs reprises et se retrouvent concentrés sur moins de 40% du territoire, dans des zones surpeuplées et privées de services essentiels. L'accès à l'eau reste particulièrement préoccupant. Selon les données citées dans le rapport, 82% des familles souffrent d'insécurité hydrique et jusqu'à 70% d'entre elles disposent de seulement six litres d'eau par personne et par jour, bien en dessous du seuil de 15 litres recommandé pour couvrir les besoins essentiels. En Cisjordanie, la crise prend la forme de démolitions, d'expulsions, de confiscations de terres et d'attaques de colons. Les autorités palestiniennes ont recensé 341 opérations de démolition durant le premier semestre 2026, ayant entraîné la destruction de 740 structures, dont des logements, des bâtiments agricoles et des installations liées aux moyens de subsistance. Plus de 4 000 Palestiniens ont été déplacés de



puis le début de l'année en raison des démolitions, des expulsions, des attaques de colons et des restrictions d'accès. L'ONU a également documenté plus de 1 600 attaques de colons entre janvier et août 2026, dans 275 localités de Cisjordanie. Dans les camps de Jénine, de Nour Shams et de Tulkarem, les destructions ont touché une part importante du tissu urbain. Des milliers de familles ont été contraintes de quitter leur quartier, alors que les logements et les infrastructures indispensables restent difficilement accessibles. La situation est particulièrement difficile dans les camps de réfugiés, où 8,9% des familles vivaient dans des logements surpeuplés en 2025.

La proportion de familles occupant des habitations précaires ou non conventionnelles y atteignait 20,1%. La crise palestinienne du logement ne se résume donc plus à la perte d'une maison. Elle touche le droit de vivre sur sa terre, d'avoir accès à l'eau, aux services essentiels et aux moyens de subsistance. À Gaza, les destructions massives ont réduit des quartiers entiers à l'état de ruines. En Cisjordanie, les démolitions et les déplacements rétrécissent progressivement l'espace de vie des Palestiniens. Pour de nombreuses familles, se loger est désormais devenu une lutte quotidienne pour rester, reconstruire et préserver une présence sur leur terre. **R. N.**

L'Algérie distinguée pour son rôle dans le développement du volley-ball africain

La Fédération algérienne de volley-ball a été récompensée par la Confédération africaine de volley-ball (CAVB), qui lui a attribué le Prix d'Excellence des fédérations nationales 2026. Cette distinction vient saluer les résultats obtenus par l'Algérie, mais aussi les efforts entrepris pour faire progresser le volley-ball sur les plans national et continental.Cette reconnaissance intervient notamment après la qualification

de l'équipe nationale masculine pour le Mondial 2027, prévu en Pologne. Les Algériens ont décroché leur billet en battant nettement le Maroc, trois sets à zéro, lors du match pour la troisième place du Championnat d'Afrique des nations 2026, organisé à Tunis.L'Algérie fait partie des onze fédérations africaines distinguées dans cette catégorie, aux côtés notamment du Cameroun, de l'Égypte, du Kenya, de la Libye, du Nigeria, du Rwanda,

de la Tunisie et de la République démocratique du Congo. Sept autres fédérations, dont le Sénégal, le Ghana et l'Ouganda, ont pour leur part reçu le Prix de la Croissance et du Développement. Au total, 18 fédérations ont été honorées lors des Prix 2026 de la CAVB, à l'issue de son congrès organisé du 1er au 5 octobre sur l'île de Sal, au Cap-Vert, en présence des représentants des 54 fédérations membres. ■